

***l'Anti*capitaliste**

n°293 | 11 juin 2015 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

CONTRE LE RACISME D'ÉTAT

NON AUX EXPULSIONS

SOLIDARITÉ AVEC LES MIGRANTS

Dossier

Reconquérir, transformer
et étendre les services
publics **pages 6 et 7**

ÉDITO

Le client est roi... même
quand il torture et assassine!
Page 2

PREMIER PLAN

Grèce: plus froide sera la
douche...
Page 3



PHOTO THÈQUE ROUGE / MIND

ACTU POLITIQUE

Chômage: détruire nos droits
au nom de l'emploi?
Page 4

LIBRE EXPRESSION

AP-HP: entretien avec des
salariés de l'hôpital Avicenne
Page 12



édito

Par CHRISTINE POUPIN

Le client est roi... même quand il torture et assassine!

L'Arabie saoudite, ce partenaire privilégié de la France, ce royaume dans lequel se sont précipités tous les chefs d'État de la planète à l'occasion de l'enterrement du roi Abdallah début 2015, vient une nouvelle fois de s'illustrer. Dix ans de prison, dix ans d'interdiction de quitter le territoire, et 1000 coups de fouet pour Raïf Badawi, telle est la peine « irrévocable » confirmée par la Cour suprême. Le blogueur est en prison depuis 2012, condamné en 2014. Son crime ? Avoir animé un site Internet qui défend la liberté d'expression. Mais la liberté d'expression tant vantée par le gouvernement français n'est visiblement pas une raison suffisante pour se brouiller avec le régime saoudien. Ni la répression féroce – avec le recours systématique à la torture et aux châtiments corporels tels que la flagellation et l'amputation – ni même la peine de mort et l'exécution de 84 personnes depuis le début de l'année, ne freine l'État français, pourtant toujours si prompt à se draper dans les droits humains en général et les droits des femmes en particulier quand il s'agit de justifier ses interventions militaires... Christine Lagarde était même allée jusqu'à qualifier le défunt roi Abdallah d'homme qui, « de manière discrète », était « un grand défenseur des femmes ». Pourtant, la discrimination des femmes, en droit comme en pratique, est systématique : sans l'autorisation d'un homme, impossible de se marier, d'entreprendre un voyage, de subir certaines interventions chirurgicales, de prendre un emploi rémunéré ou de suivre un enseignement supérieur... et interdiction pure et simple de conduire. « De manière discrète », c'est le moins que l'on puisse en dire ! Hollande voue une grande fidélité à l'Arabie saoudite qui s'est concrétisée dans trois visites d'État entre novembre 2012 et janvier 2015. L'industrie d'armement en est la première bénéficiaire : la France avait déjà triplé ses ventes d'armes entre 2012 et 2013, et en novembre 2014, 3 milliards de dollars ont été obtenus grâce à l'accord-cadre signé par le ministre des Finances saoudien et le PDG d'Odas, la société chargée des contrats d'armements décrochés par la France en Arabie saoudite. Vraiment, le client est roi !

BIEN DIT

La LDH apprend avec stupéfaction l'arrestation de Pierre Stambul, co-président de l'Union juive française pour la paix (UJFP). Cette arrestation a eu lieu dans des conditions de grande violence, comme si les forces de l'ordre s'attendaient à arrêter un terroriste. (...) La LDH est particulièrement inquiète de cette volonté de criminaliser un militant que rien ne permet de suspecter. (...)

Extrait d'un communiqué de la LIGUE DES DROITS DE L'HOMME « Criminaliser un militant ? » du mardi 9 juin, après l'intervention violente du RAID au domicile de Pierre Stambul puis sa garde à vue injustifiée pendant 7 heures...

À la Une

Accueil des étrangers : de l'hospitalité reniée à l'hostilité déclarée

Lors de sa séance du 21 mai dernier, la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCNDH) a adopté à l'unanimité un avis sur la réforme du droit des étrangers. Pendant ce temps, de Calais à Paris, les interventions brutales contre les migrants continuent...

En préambule, la CNCNDH note : « Le projet de loi intervient dans un contexte extrêmement difficile où des populations entières fuient, au péril de leur vie, les conflits armés sévissant au Moyen-Orient, et ailleurs. À cela s'ajoute la survenance récente d'événements tragiques aux frontières de l'espace Schengen, qui alourdit considérablement le nombre de morts aux portes de la "forteresse Europe". Ces événements laissent craindre que les pouvoirs publics ne soient tentés de durcir davantage leur politique de contrôle des flux migratoires venant du Sud. » Elle ne se prive pas d'ajouter ce commentaire acide : « L'esprit du temps est-il frappé du sceau indélébile du rejet de l'Autre ? » On ne saurait mieux dire.

Une politique démonstrative... mais insensée

En homme de droite cohérent, porté à sacrifier le rôle protecteur de l'État au bénéfice de son rôle répressif, Manuel Valls ne cesse de rajouter des épisodes infamants à la longue suite d'exactions racistes commises contre les migrants depuis des décennies, au moins. Brutales et spectaculaires, des interventions policières sont périodiquement relayées par les médias. Cette dernière semaine à Paris en a été une nouvelle illustration (voir notre article en pages 8-9). Dans le même temps, les forces de

TRAJECTOIRE MIGRATOIRE



police n'étaient pas en reste à Calais, où deux camps ont été également évacués. Dans cette ville, les statistiques de la PAF sont éclairantes : sur une même période s'étendant du 1^{er} janvier à la mi-mai, les interceptions d'étrangers cachés dans des camions sont passées de 4 117 en 2013 à 8 336 en 2014, et à 18 170 en 2015. L'éclatante démonstration du fait que si l'intense activité policière apparaît très « rentable » en termes de répression, elle s'inscrit dans une politique insensée si on la rapporte à l'objectif affiché d'inversion de la courbe de croissance (pour parler « technocrate largué ») des flux migratoires...

De fait, ce qui est d'abord en jeu dans la politique migratoire du gouvernement néo-sarkozien de Manuel Valls, c'est la démonstration

de sa capacité sans égal à faire régner l'Ordre public. Pour le reste, il importe surtout que nos bussinesmen tant aimés disposent toujours à volonté, situation irrégulière aidant, d'une main-d'œuvre surexploitable. Et c'est d'ailleurs pourquoi la traque des migrants va de pair avec celle, non moins obsessionnelle, des « faux chômeurs » : autant de droits élémentaires mis à mal !

L'autoritarisme contre les « indésirables »

Sur fond de campagne électorale permanente, la course à l'échafaud avec les Fronts républicains nationaux de tout acabit accélère... Car nos politiques sont uniment convaincus que pour complaire aux Français, il ne faut pas faire preuve de la moindre faiblesse à l'égard des

étrangers qui frappent à notre porte et autres miséreux.

Ce qu'ils ne veulent pas voir, c'est que, comme le note la CNCNDH, « devant ce mur d'intolérance qui se construit, pierre après pierre, sous nos yeux, il n'est pas surprenant que l'opinion publique voie trop souvent dans les migrations "une concurrence potentielle sur le marché du travail, une difficulté à vivre ensemble, voire une atteinte à son identité et une mise en péril de l'État providence et des objectifs sécuritaires" ». En somme,

ce faiseur de rois fantasmé qu'ils appellent « l'opinion » finit bien par prendre forme, mais force est de constater que ce sont bien eux qui la forgent.

Et c'est ainsi que le traitement des étrangers jugés indésirables met en évidence le passage insensible (sauf pour ses victimes !) de la France hollandienne dans la sinistre catégorie des régimes autoritaires, avec les relents de totalitarisme que lui confère l'apparent consentement d'une fraction croissante de population, désorientée et manipulée. Face à cette forme de terrorisme d'État, il est temps, plus que jamais, de réagir.

François Brun

1 - Xavier Chojnicki, « Idées reçues sur l'immigration : une lecture économique », Humanitaire [En ligne], 2012

SERVICES PUBLICS

La santé ou l'austérité ?

Dans toute l'Europe, les systèmes publics de santé, qui ont permis l'accès de touTEs à des soins de qualité, subissent les attaques destructrices des politiques d'austérité. En Grèce où l'on peut parler de véritable catastrophe sanitaire¹, en Espagne, au Portugal, mais aussi dans les pays d'Europe du Nord, au Royaume-Uni ou en Allemagne, pourtant censés ne pas subir la crise aussi durement. La France n'échappe pas à cette règle...

Depuis 2002, les contre-réformes touchant tant le financement du système de soins (l'assurance maladie) que le service public de santé, l'hôpital public et la psychiatrie publique, se sont accélérées. Elles rendent l'accès aux soins de plus en plus difficiles pour une partie de la population : baisse de la part des soins financés par la Sécurité sociale,

augmentation du coût des mutuelles, franchises médicales, dépassements d'honoraires, mais aussi éloignement des lieux de soins, avec l'apparition de véritables « déserts médicaux ».

Ce gouvernement accélère la cadence

Ces contre-réformes n'ont pas vocation, comme on le répète souvent, à « réduire

les dépenses de santé », mais à réduire la partie publique et socialisée de ces dépenses, ainsi que la place du service public, pour ouvrir largement le marché de la santé aux intérêts privés : assurances, hospitalisation privée, laboratoires pharmaceutiques...

Non seulement Hollande et les gouvernements qui se sont succédé depuis 2012 ne sont pas revenus sur les

contre-réformes de leurs prédécesseurs, mais ils en accélèrent la cadence : dans les 50 milliards de réduction de crédits publics du Pacte de responsabilité, 10 concernent la santé, et 3 l'hôpital public déjà soumis au régime sec chaque année depuis 2012.

La privatisation des soins de ville (hors hôpital) s'accélère. La Sécurité sociale en finance juste un peu plus de la moitié, et le moment approche où cette partie des soins sera directement sous la coupe de réseaux concurrentiels de soins privés contrôlés par les assurances ou les mutuelles entre lesquelles la différence devient de plus en plus mince. La loi Touraine fournit le cadre juridique à ce basculement. Quant à l'hôpital, non seulement ses missions se voient sans cesse réduites et mises en concurrence avec les établissements privés, mais il est en plus désormais sommé de fonctionner selon les normes de l'entreprise privée : la rentabilité d'abord, la qualité et la sécurité des soins après.

Un monde à changer

AREVA: MORTELLE RANDONNÉE. En 2001, l'État avait décidé de créer un « champion du nucléaire ». Sous l'impulsion de sa présidente Anne Lauvergeon, bien en cour tant du côté PS que de Sarkozy, Areva s'est lancé dans des aventures diverses, dont celle de l'EPR marquée par des gestions de chantier catastrophiques, tant en Finlande (le coût d'un réacteur en construction est passé de 3 à 8 milliards d'euros) qu'en France. Ainsi, à Flamanville, une cuve non définitivement jugée conforme a déjà été scellée dans le bâtiment réacteur et, selon un rapport rendu public lundi 8 juin par *Mediapart*, les soupapes de sûreté, équipements servant à dépressuriser le réacteur, souffrent de défaillances aux conséquences graves...

Le 15 octobre 2014, Manuel Valls défendait encore avec vigueur « le génie industriel français » devant la première édition du « World Nuclear Exhibition » au Bourget. Mais début janvier 2015, le PDG d'Areva annonçait 4,8 milliards de pertes sur 2014. La tourmente se déchaîne... Le projet de restructuration, élaboré début juin dans une

réunion où Hollande lui-même était présent, démantèle en fait Areva dont l'activité réacteurs est destinée à passer dans l'orbite d'EDF. Les assurances de Macron (absence de licenciements et préservation de tous les sites) ne valent pas grand chose, les salariéEs ont fait grève et manifesté en masse, car ils risquent de faire les frais d'erreurs industrielles et de gestion dont ils ne sont pas responsables. Les vrais décideurs (PDG, ministres), eux, sont déjà confortablement reclassés... Pour le futur des emplois, c'est plus grave: rien n'est envisagé, alors que la filière nucléaire française est en crise structurelle et que sa reconversion devrait être à l'ordre du jour.

Le choix du nucléaire est réaffirmé, alors qu'il y a d'autres options de plus en plus largement soutenues. Ainsi l'Ademe (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie) a élaboré en avril dernier un rapport intitulé « Vers un mix électrique 100% renouvelable en 2050 ». Mis sous le boisseau sous pression de l'administration, ce rapport a été vite rebaptisé « étude préliminaire »...

GRÈCE Plus froide sera la douche...

Aussi, Tsipras a eu du mal à cacher son amertume après le refus sec et global des créanciers, qui aux concessions pointées dans les propositions athéniennes, opposaient de nouvelles demandes: augmentation de la TVA, privatisations, « libéralisation » de produits et de professions, excédents budgétaires primaires de 1, 2, 3 et 3,5% entre 2015 et 2018... Pour qui aurait encore des doutes, la troïka montrait là ses vrais objectifs, tout à fait politiques: derrière la mise en scène des gestes prétendument d'amitié (Juncker parlant de Tsipras), une défense intransigeante du système libéral mise en danger par la victoire électorale de janvier.

Tout cela se fait sur fond de campagne politique orchestrée par les médias: ainsi, en titrant sur Tsipras qui serait « pris en étau entre l'UE et son parti », le *Monde* accreditait l'idée que s'il n'y a pas eu accord, ce serait à cause de l'extrémisme de Syriza... Une idée trompette en Grèce par Stavros Theodorakis, marionnette au service du système dominant et chargé des basses œuvres: « La plupart des ministres ne font rien... » (le *Monde* du samedi 6 juin).

Stop ou encore?

Cet épisode de la semaine passée pourrait bien constituer une faute grossière de la troïka, mettant en relief son extrémisme dangereux pour la démocratie et son opposition frontale

Invité par Jean-Claude Juncker à Bruxelles mercredi 3 juin, Alexis Tsipras a dit venir avec joie, une joie fondée sur l'assurance que la Grèce et la troïka (« les institutions »...) allaient parvenir à un accord. Cet accord que, d'après le gouvernement grec, l'Union européenne voulait malgré le ministre des Finances allemand Schäuble...



Tsipras se fait raccompagner vers la sortie par Juncker. DR

à l'exigence populaire de mettre fin aux mémorandums et à l'austérité, aujourd'hui en Grèce, en Espagne et ailleurs demain! Encore faut-il pour cela que cette politique d'atteinte à la souveraineté populaire soit perçue comme telle à une échelle de masse, et que Tsipras et Syriza la dénoncent clairement.

Or, après quelques condamnations officielles des sales coups de la troïka, le gouvernement a repris sa politique de conciliation, en défendant au Parlement vendredi 5 juin une ligne

d'union nationale... pour aboutir à un bon accord avec les « institutions ». Pour cela, rediscussions avec Merkel et Hollande, alors que Obama vient encore de demander à Athènes de faire des « concessions », tout comme le socialiste Martin Schulz qui souligne que Tsipras doit accepter les conditions de la troïka...

Construire un regroupement unitaire

Face au risque que la population reste spectatrice de ce match perdant, il

fait le répéter: seule l'intervention du mouvement de masse peut faire bouger les lignes, en mettant en avant l'exigence de rupture avec la politique de misère de la troïka. Un de ses négociateurs vient d'affirmer froidement qu'il verrait d'un bon œil les retraites passer à 300 euros par mois...

Toute la question est cependant la formation d'un regroupement unitaire uni sur cette exigence de rupture et appelant aux mobilisations. Or, on n'y est pas vraiment: ce jeudi 11 juin auront bien lieu des manifestations, mais appelées soit par le courant syndical du KKE contre « l'accord antipopulaire que préparent gouvernement et créanciers », soit par Antarsya contre l'Union européenne, « union de criminels, d'assassins économiques et politiques » que « Tsipras veut sauver »...

Pas sûr que lancées telles quelles, ces initiatives marquées « anti-gouvernement » répondent au besoin d'un cadre unitaire indispensable portant l'exigence d'une rupture antilibérale, l'axe minimum commun des mobilisations en Grèce, en France et dans le reste de l'Europe.

D'Athènes, A. Sartzekis

Résistances des salariéEs et de la population

Face à ces politiques, des luttes se sont développées. Luttés des populations contre les fermetures d'établissements de proximité ou de services, comme ce fut le cas en décembre 2014 à Douarenez (29) où quasiment la totalité de la population est descendue dans les rues pour défendre son hôpital. Luttés des personnels hospitaliers, parfois radicales, pour la défense des RTT, de leurs conditions de travail et des emplois statutaires comme à Caen (14) ou à Villejuif (94). Mais isolées, ces mobilisations n'ont pu au mieux que ralentir le rouleau compresseur libéral. C'est pour tenter de les coordonner que s'est constituée, à l'initiative des personnels de Caen et de leurs organisations syndicales, la Convergence des hôpitaux en lutte contre l'Hôstérité. Le bras de fer engagé aujourd'hui par les personnels de l'AP-HP peut être un tournant pour mettre en échec l'austérité dans la santé. Il est suivi

avec attention par les hospitalierEs dans tout le pays, conscients que c'est aussi leur propre avenir qui se joue. Car des dizaines de « plans Hirsch » sont soit en application soit en préparation dans toute la France.

Ouvrir une brèche

Partout les ARS ont reçu des feuilles de route chiffrées pour diminuer les frais de personnel. Quant à la loi de santé dite Touraine en débat parlementaire, elle permettra, en « mutualisant » les moyens, d'accélérer les fermetures de services et d'établissements, et de supprimer de nouveaux emplois. La lutte de l'AP-HP ne concerne donc pas que les personnels hospitaliers: c'est aussi de l'avenir de l'hôpital public et du droit à la santé pour tous qu'il est question. Syndicats interprofessionnels, associations, partis politique se doivent d'être aux côtés de celles et ceux de l'AP-HP pour assurer leur succès et être avec eux lors de la manifestation du 11 juin. Ils



se doivent d'être également présents le 13 juin à Guéret pour la défense de tous les services publics et le 25 juin lors de la mobilisation nationale de la santé et de l'action sociale initiée par la CGT, SUD et FO. Une victoire à l'AP-HP ouvrirait une brèche dans le mur de l'austérité pour

l'ensemble du secteur de la santé. Elle serait une victoire pour touTEs.

J.C. Delavigne

1- Compte rendu d'une délégation française du secteur santé dans *L'Anticapitaliste* n°291 Voir aussi le dossier sur les services publics en pages 6-7 et l'interview de salariées en lutte de l'AP-HP en page 12.

Le chiffre 3 millions

C'est le nombre d'enfants qui vivent sous le seuil de pauvreté en France, soit un sur cinq. 30 000 sont sans domicile, 9 000 habitent des bidonvilles et 140 000 décrochent de l'école chaque année. Dans un rapport publié mardi 9 juin, l'Unicef fustige les conditions de vie des moins de 18 ans en France, les écarts grandissants entre territoires, et dénonce le glissement de la justice des mineurs vers le tout répressif.



Agenda

Jeudi 11 juin, café-débat du NPA 17^e/18^e, Paris 18^e. « Révolution! Oui, mais comment? » avec Olivier Besancenot à 20h au café La Kahina, 73 rue Marcadet.

Samedi 13 juin, manifestation nationale pour les services publics, Guéret. À partir de 15h, manifestation, ainsi que débats et concerts. Plus d'infos: <http://www.convergence-sp.org>

Lundi 15 juin, débats pour l'émancipation, Paris 11^e. Autour du « Capital au 21^e siècle », avec Thomas Piketty et Olivier Besancenot, à 18h au CICP, 21 ter rue Voltaire Paris. Métro Rue-des-Boulets ou Nation.

Mardi 16 juin, réunion publique du NPA, Pantin. « Assez de mépris pour les jeunes et les quartiers populaires », à 19h salle André-Breton, 25 rue du Pré-St-Gervais. Métro Hoche.

Jeudi 18 juin, réunion publique du NPA, Paris 11^e. « Prenez la parole, ne laissez pas votre colère sans perspective! », à 19h au café La folie douce, 111 boulevard de Ménilmontant. Métro Ménilmontant.

Vendredi 19 juin, fête du NPA 92 Nord, Levallois. Meeting, repas et soirée festive, à partir de 19h, 3 place du Général-Leclerc. Métro Anatole-France.

NO COMMENT

Ces gens qui passent leur temps à exprimer leur haine de notre démocratie restent muets lorsque Daech massacre, viole, et brûle des gens dans des cages. Ça nous en dit long sur BDS.

Le Premier ministre israélien BENYAMIN NETANYAHOU, mercredi 3 juin à propos de la campagne Boycott-Désinvestissement-Sanctions.

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction:
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion:
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration:
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN:
2269-3696

Commission paritaire:
0419 P 11508

Société éditrice:
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication.
SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage:
6 500 exemplaires

Gérant et directeur de publication:
Ross Harrold

Secrétaire de rédaction:
Manu Bichindaritz

Maquette:
Ambre Bragard

Impression:
Rotographie, Montreuil-sous-Bois

Tél.: 0148 70 42 22

Fax: 0148 59 23 28

Mail: rotoimp@wanadoo.fr



CONGRÈS DU PS **Et vive la république!**



Ils voient la vie en rose... DR

Trois jours pour rien, sans aucun enjeu à part la répartition des places de direction entre les différentes motions, et un cap réaffirmé sur tous les tons : la république en lieu et place du « socialisme » fondateur. Le congrès du PS a donc tenu toutes ses promesses...

Le seul objectif du congrès de Poitiers a été d'afficher le temps d'un week-end la « fierté socialiste », un PS rassemblé autour de la motion majoritaire qui a rassemblé 60%. On aura donc du mal à se souvenir de ce congrès, même chez les membres du PS les plus convaincus, tant il n'en est rien sorti. Aucune inflexion laissant croire à un changement de cap, Valls lors de son discours appelant au contraire à accélérer les réformes « pour donner de la force aux entreprises, car elles créent de la richesse et de l'emploi »... Même la tentative de synthèse, une science inexacte dont les socialistes ont le secret, a échoué. Bref, un congrès pour rien à part la volonté de mettre en scène un parti en ordre de marche, en soutien total au président, au gouvernement et à sa politique. Pour cela, la plupart des orateurs, à commencer par les ténors du parti (de Cambadélis à Valls) ont omis sans surprise de parler de luttes de classes, d'égalité et de justice sociale. Mettant au second plan le « socialisme », tous ont défendu la république et la laïcité, sur fond d'anti-Sarkozisme... ce qui pouvait laisser croire qu'ils avaient tous oublié que c'était bien un des leurs qui est au pouvoir. Pour Valls, « La République, c'est l'autorité, c'est le respect de la loi, c'est l'ordre public, c'est la protection due à chacun, c'est la sécurité », la laïcité étant définie comme un « rempart contre tous les intégrismes et tous les communautarismes, les pensées rétrogrades qui enferment les femmes, notamment dans leur vie ou bien derrière un voile ». Cerise sur le gâteau, le PS n'a rien trouvé de mieux que d'inviter Papandréou, l'ancien Premier ministre grec qui a appliqué avec zèle les desiderata de la troïka avec la réussite que l'on connaît, sans bien entendu jamais parler à aucun moment de Syriza ou de Podemos. Choisis ton camp camarade...

L'opposition interne, combien de divisions?

Face à l'orientation de la majorité du PS, les différentes « oppositions » n'ont pas la même stratégie, même si tous portent le même constat qu'« il y a désormais deux gauches en France », comme le dit désormais le « Frondeur » Christian Paul : « une gauche d'inspiration libérale et une gauche de transformation. » Mais si le constat est partagé parmi les opposants internes, tous n'ont pas la même stratégie, entre ceux qui croient pouvoir changer l'orientation de l'intérieur, comme c'est le cas de Benoît Hamon ou de Christian Paul, et ceux qui, comme Pouria Amirshahi, plaident pour la mise place d'« un mouvement national citoyen de type nouveau » prenant exemple sur Syriza et Podemos. Et il y a aussi celui qui, malgré sa « retraite » de la vie politique, s'invite au congrès en co-signant avec un banquier d'affaires une tribune à charge contre le gouvernement. « Hébertés, nous marchons droit vers le désastre », écrivent Montebourg et Matthieu Pigasse. Une tribune qui permet à Montebourg de prendre date pour la présidentielle, l'homme providentiel en kit pour 2017... oubliant au passage sa participation active, pendant deux ans, dans le gouvernement Ayrault. Bref, un congrès qui, malgré quelques grincements, marque le rassemblement du PS... autour de la préparation de 2017!

Sandra Demarcq

CHÔMAGE **Détruire nos droits au nom de l'emploi?**

Au nom de la lutte contre le chômage, une offensive tous azimuts est lancée depuis des années contre les droits sociaux...

Depuis les années 70, nous sommes entrés dans l'époque du chômage de masse. Aux chômeurs totaux s'ajoutent celles et ceux qui oscillent du chômage à l'emploi précaire et arrivent à travailler quelques heures dans la semaine ou quelques semaines dans l'année. Par ailleurs, il y a tous ceux qui sont en contrats aidés sans horizon, qui ont dû accepter des emplois à temps partiel, ou qui ne leur conviennent pas et cherchent autre chose. Au total plus de 5 millions de personnes.

Comment justifier l'injustifiable?

La montée du chômage a servi de prétexte à accorder au patronat tout une série d'avantages, justifié par la théorie économique dominante. Il y a eu d'abord la thèse selon laquelle il y avait un déficit d'embauches car certains chômeurs n'étaient pas assez productifs. Des aides à l'embauche de durée limitée ont été créées pour les jeunes, les « seniors », les chômeurs de longue durée. Toutes les études sérieuses ont montré que ces contrats aidés créaient une proportion dérisoire d'emplois dans le privé et se substituaient souvent aux emplois statutaires dans le privé. Certains employeurs ont pris l'habitude de faire « tourner » les emplois aidés en remplaçant la personne en fin



La société qu'ils nous préparent... PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB

de contrat par une nouvelle sous le même régime.

Ensuite, toujours au nom du chômage, ont été accordées des aides permanentes aux entreprises sous forme d'exonérations de la part patronale des cotisations sociales. Les estimations officielles des emplois supplémentaires en résultant sont très fragiles et, même si elles étaient vraies, le coût par emploi créé serait considérable, dans tous les cas comparable à des embauches utiles dans les services publics. Troisième piste d'inspiration pour nos penseurs officiels, la prise en charge sur fonds publics d'une partie du salaire : pour pousser les chômeurs à accepter des emplois sous-payés, on va mettre en places des usines à gaz (prime pour l'emploi - la PPE, RSA activité, ...) leur distribuant un supplément, dont l'obtention n'est d'ailleurs pas toujours évidente : la moitié seulement de ceux qui pourraient le percevoir reçoivent le RSA activité.

Le patronat en rêvait...

Dans la foulée de leurs prédécesseurs de droite et de gauche, Hollande et Valls bricolent ces dispositifs en changeant les titres et les emballages. Le « contrat d'avenir » pour les jeunes a ainsi été mis en place. La PPE devrait fusionner avec le RSA activité dans une « prime d'activité ». Des ralonges ont été annoncées aux 25 milliards d'exonération des cotisations patronales. Dans les derniers mois, trois pistes supplémentaires, mais pas si nouvelles que ça, ont été lancées. D'abord, le contrôle des chômeurs annoncé récemment par Rebsamen. Ensuite, l'idée qu'il faut en finir avec la « peur de l'embauche »... En résumé, pour créer des emplois, il faut faciliter les licenciements et les rendre moins coûteux dans l'éventualité où le salarié réussirait à obtenir une indemnité importante aux prud'hommes. Enfin, toute une

série d'idées patronales sont dans les tuyaux gouvernementaux, dans le projet de loi Rebsamen sur le « dialogue social » et au-delà. Rien que pour l'apprentissage, deux mesures viennent d'être annoncées. Non seulement, à partir du 1^{er} juillet, les petites entreprises embauchant des apprentis ne paieront pas de « charges sociales » mais recevront une aide de l'État de 1000 euros par trimestre. Et comme les rêves patronaux doivent devenir réalité, le secrétaire d'État Thierry Mandon vient d'annoncer que patronat et syndicats vont discuter des « conditions d'une augmentation de la durée quotidienne de travail des apprentis dans la limite de 10 heures par jour et de la durée hebdomadaire jusqu'à 40 heures par semaine, voire à titre exceptionnel au-delà de 40 heures »!

Travailler moins pour travailler touTEs

La seule période où des emplois ont été créés en nombre important dans la foulée d'une décision de l'État, c'est lorsqu'a été mise en place la réduction du temps de travail, malgré les insuffisances graves des lois Aubry de 1998 et 2000. Les actionnaires des grandes entreprises ont mis en place un système qui leur assure des dividendes quels que soient les hauts et les bas de l'activité. Quoi d'exorbitant à ce qu'une telle garantie existe pour les salariés : outre l'interdiction des licenciements, il faut la garantie du travail en réduisant massivement sa durée avec maintien du salaire. Au-delà des mots, les préconisations de Trotski en 1938 ont un caractère résolument moderne : « Contre le chômage, tant "structurel" que "conjoncturel", il est temps de lancer [...] le mot d'ordre de l'échelle mobile des heures de travail. [...] Le travail disponible doit être réparti entre tous les ouvriers existants, et cette répartition déterminer la longueur de la semaine de travail ».

Henri Wilno

NÉGOCIATIONS **Sauver le climat... ou les profits?**

Du 1^{er} au 11 juin se déroule le premier des trois rounds préparatoires à la COP21 de décembre à Paris. Les 196 parties signataires de la Convention cadre des Nations unies sur le changement climatique (CCNUCC) négocient un projet d'accord présenté sans rire comme « un accord universel et contraignant »...



Fabius parade à Bonn... et les affaires continuent. DR

Laurence Tubiana, la responsable française des négociations, résume par la formule « la carotte, pas le bâton »...

Les pollueurs au sommet...

Comme à Copenhague, les négociations butent notamment sur le principe de différenciation, consistant à demander des efforts plus importants aux principaux pays industrialisés, responsables des plus grosses émissions de GES. Ceux-ci n'entendent pas accepter des dispositions plus contraignantes que les pays émergents,

dispositions qui mettraient à mal leur compétitivité.

Loin de vouloir imposer des contraintes aux capitalistes pour résoudre la crise climatique, les gouvernements veillent à ce que leurs intérêts ne soient pas menacés. Ainsi, la semaine précédant ces négociations, Paris accueillait le Sommet des entreprises pour le climat, sommet soutenu par différents lobbies comptant parmi les plus gros pollueurs de la planète. C'est que, selon François Hollande, « les entreprises sont essentielles parce que ce sont elles qui vont traduire

les engagements qui seront pris ». En clair, les responsables de la crise n'ont pas à s'inquiéter et pourront continuer à polluer tranquillement, pendant que les classes populaires trinqueront, en particulier celles des pays dominés. Mieux, ils pourront même s'enrichir sur le dos de la crise climatique, notamment au travers de la géo-ingénierie.

S'il paraît de plus en plus vraisemblable que le sommet de Paris aboutira à un accord, il est encore plus évident que cet accord sera totalement insuffisant, que ce sera un accord au profit des capitalistes, contre les classes populaires et la planète. Il pourrait difficilement en être autrement, car le système capitaliste est bien incapable de répondre à une crise qui n'est pas simplement conjoncturelle ou accidentelle, mais qui est le fruit même de ce système. C'est pourquoi il est indispensable que la mobilisation populaire se fasse entendre, pour assumer la confrontation avec les intérêts capitalistes et rappeler que c'est ce système, pas le climat, qu'il faut renverser!

Commission nationale écologie

ITALIE Après les élections régionales, reconstruire

Le 31 mai, 23 millions d'électeurEs en Italie ont été appelés à voter pour le renouvellement de 7 conseils régionaux et de leurs présidents de région (Vénétie, Ligurie, Toscane, Marches, Ombrie, Campanie, Pouilles), ainsi que dans 1 000 communes pour l'élection des maires et des conseils municipaux¹.

Le principal résultat de ces élections est le nouvel effondrement de la participation : à peine un peu plus de 52%, 11 points de moins qu'aux précédentes régionales il y a 5 ans. Une des causes est certainement le spectacle désolant offert par les membres des conseils régionaux et par la corruption largement répandue. Mais l'abstention est surtout le résultat de la dégradation très rapide des conditions de vie des classes populaires, désorientées et éprouvées par la crise et les politiques d'austérité, laissant sans espoir et sans perspectives politiques ou sociales.

Le pouvoir sanctionné

Le Parti démocrate (PD) de Renzi a subi un revers significatif, même s'il a réussi à gagner dans 5 régions sur 7 grâce à un système électoral qui garantit la majorité absolue de sièges au parti ayant obtenu le meilleur résultat. Par contre, la défaite du PD est très nette en Vénétie et brûlante et inattendue en Ligurie. La victoire en Ombrie est obtenue de justesse tandis qu'en Campanie, elle a été obtenue avec une personne visée par la commission parlementaire antimafia, Vincenzo De Luca. Mais le revers pour Renzi est encore plus net si on regarde le nombre de voix obtenues cette fois-ci par rapport aux élections européennes



d'il y a un an. Dans l'ensemble des sept régions, le PD obtenait 4264691 voix. Aujourd'hui, ses sept candidats pour les présidences de région n'obtiennent que 2954922 voix. Ceci ne veut pas dire que Renzi changera de cap. Au contraire, il est certain qu'il continuera à appliquer son programme.

Poussée de l'extrême droite...

De la crise sociale, la seule force politique qui émerge, de manière nette et inquiétante, en pourcentage ou en nombre de voix, c'est la Ligue du Nord. Avec quelques listes apparentées, elle obtient un

total de 1284099 voix, multipliant par 2,5 le nombre de voix qu'elle a obtenues il y a un an (513801). À ce résultat, il faut ajouter le score significatif des Frères d'Italie, une formation d'extrême droite, qui obtient 334663 voix. Avec 955704 voix, Forza Italia de Berlusconi a subi une lourde défaite, perdant ainsi 835272 voix. Berlusconi se console parce qu'il craignait le pire et il se vante du succès de son candidat en Ligurie. Il ne se trouve pas hors du jeu politique mais sort du scrutin fortement diminué. Le Mouvement 5 étoiles de Beppe Grillo perd 887092 voix, recueillant

«seulement» 1 324 292 voix (14,25%) et ne réussissant pas à profiter de la désaffection politique grandissante. Il obtient néanmoins son meilleur score en termes de pourcentage pour des élections locales, montrant ainsi qu'il n'est pas une force éphémère et qu'il représente un mouvement dans lequel s'exprime un vote non seulement de protestation mais aussi d'opposition, mais sans capacité de la faire exister sur le terrain social.

Pour une gauche lutte de classe

À gauche, les partis qui s'étaient reconnus dans la liste Tsipras aux élections européennes (4%) n'ont pas voulu se présenter avec une position homogène à l'échelle nationale. «L'autre Europe avec Tsipras» (si on se limite aux sept régions) avait recueilli en 2014 310363 voix. Aujourd'hui, ses différentes composantes recueillent 373045 voix. La Gauche pour l'écologie et la liberté (Sel) de Vendola a choisi de se présenter avec le PD dans plusieurs régions. Il reste encore du travail pour s'opposer à la politique du patronat et du gouvernement. Cette situation découle du manque de mobilisation sociale du mouvement ouvrier contre les politiques d'austérité et de la subordination des directions syndicales au gouvernement et aux patrons, ce qui a laissé les travailleurs sans défense collective. Pour renverser les dynamiques actuelles et reconstruire une gauche lutte de classe avec aussi une crédibilité électorale, il faudra non seulement un projet alternatif au PD mais surtout l'unité sociale des exploités dans des luttes. Ainsi renaîtra l'espoir qu'on puisse changer les choses par l'action collective.

De Rome, correspondantEs (Traduit par Ross Harold)

¹ - Le nombre global d'électeurEs en Italie s'élève à plus de 48 millions.

BURUNDI

Une lutte unitaire et démocratique

L'échec du coup d'État conduit par le général Godefroid Niyombare n'aura pas entamé la mobilisation populaire contre le troisième mandat que tente d'imposer Nkurunziza à son pays.



Des manifestants dans la ville d'Jijenda le mercredi 3 juin. DR

Le pouvoir au Burundi reste des plus fragiles. La démission de deux membres de la Commission électorale nationale indépendante (CENI) qui en compte cinq, est révélatrice de la crise profonde que traverse le régime. Spes-Caritas Ndironkeye, vice-présidente, et Illuminata Ndebahagamyé, en charge de l'administration et des finances de cette instance, ont expliqué leur geste en déclarant que «le contexte politico-sécuritaire du moment [qui] n'offre pas les conditions requises à l'encadrement de cet événement majeur pour le peuple burundais»¹. Au niveau international, les principaux bailleurs de fonds ont suspendu leur aide au processus électoral, et les pays limitrophes voient d'un mauvais œil la crise burundaise qui risque fort de déstabiliser une région bien fragile.

Déjà, c'est par dizaines de milliers que les Burundais, victimes des agissements des Imbonerakure, la milice du parti au pouvoir, le CNDD-FDD, fuient le pays pour se réfugier au Rwanda, en RDC et en Tanzanie, dans des camps où les conditions de vie sont épouvantables.

Le pouvoir s'entête et s'engouffre dans une spirale répressive en assimilant tous les opposants aux putschistes. Le scénario reste le même : pour empêcher les manifestants des quartiers populaires de rejoindre le centre de la capitale Bujumbura, les forces de police répriment toute tentative de rassemblement, n'hésitent pas à tirer sur les manifestants et à lancer des grenades lacrymogènes dans les maisons, occasionnant des incendies. On comptabilise plus d'une trentaine de morts et des centaines de personnes arbitrairement détenues.

Approfondir la mobilisation

Le report des élections de six semaines proposé lors de la réunion de Dar es Salam par les dirigeants des pays d'Afrique de l'Est ne règle en rien la question. Tout au plus, elle donne un répit supplémentaire à l'opposition pour amplifier la mobilisation qui doit prendre également à son compte des aspirations sociales d'une population dont 67% vit sous le seuil de pauvreté, avec un taux de malnutrition de 75%. La question de la réforme foncière, ainsi que celle des mesures de soutien économique à l'agriculture, sont cruciales pour un pays où 90% des habitants vivent de la terre.

Il est peu probable que Nkurunziza entende raison... Persuadé d'être choisi par Dieu pour conduire le Burundi, l'avis de son peuple ne compte pas. Son entourage est prêt à la politique du pire, en jouant la carte ethnique dans un pays où les conflits entre Hutus et Tutsis ont provoqué des centaines de milliers de morts.

Signés en 2000, les accords d'Arusha ont eu le mérite de mettre fin à la guerre civile en organisant le partage du pouvoir entre les différents segments de la population, tant au niveau communautaire que politique. À partir de 2010, Nkurunziza n'a eu de cesse de torpiller ces accords en instaurant progressivement un régime dictatorial.

Mais la page semble se tourner. En effet les mobilisations exceptionnelles qui ont lieu dans la capitale pour conquérir la démocratie sont à l'image des luttes qui se déroulent sur le continent contre les potentats qui tentent de s'éterniser au pouvoir. Ces luttes sont non seulement des coups de boutoir contre la dictature, mais elles construisent et renforcent aussi l'unité d'une population trop longtemps divisée par des élites corrompues. D'une certaine manière, la rue est en train de faire vivre les accords d'Arusha.

Paul Martial

¹ - <http://www.jeuneafrique.com/Article/ARTJAWEB20150601173752>

COALITION INTERNATIONALE CONTRE DAECH

Ajouter le chaos au chaos

Les 22 pays membres de la Coalition internationale contre Daech (l'État islamique) se sont réunis, pour la deuxième fois, le 2 juin à Paris. Une réunion restreinte des ministres des Affaires étrangères sous la houlette de Fabius, alors que les djihadistes ont conquis les villes de Palmyre en Syrie et de Ramadi en Irak. Rodomontades guerrières, mépris des peuples, impuissance et rivalités affichées...

C'est un « combat de long terme », la « détermination de la France est totale », a affirmé Fabius. Des propos qui ne peuvent masquer ni l'impuissance ni les dissensions. Les 4 000 raids aériens effectués en dix mois par la coalition n'ont pas empêché la progression de Daech. Ils n'ont pas non plus convaincu les soldats de l'armée irakienne, dissoute par les USA en 2003 après la guerre et le renversement de Saddam Hussein, de combattre et de se sacrifier sous la direction et pour les intérêts de ceux qui ont mis leur pays à feu et à sang. Faisant semblant d'ignorer les responsabilités des grandes puissances, Fabius distribue ses conseils : la stratégie militaire serait « indissociable de la mise en œuvre de la politique de réconciliation en Irak ». Ceux qui ont détruit le pays et dressé les communautés les unes contre les autres, prônent maintenant la réconciliation ! À la tête d'un État fantoche, le Premier ministre irakien Haider



Mardi 2 juin à Paris les grandes puissances en bataille dress... DR

al-Abadi est bien incapable d'associer les dirigeants sunnites qui n'acceptent pas l'autorité de son gouvernement dominé par les classes dirigeantes chiïtes et soumis aux responsables du chaos du pays.

Une stratégie aveugle

Toujours plein de conseils pour dire comment faire pour sortir du chaos qu'ils ont eux-mêmes créés et qu'ils continuent d'aggraver, les dirigeants des grandes puissances demandent la reprise du processus

de négociation en Syrie pour « une transition politique » sous l'égide des Nations unies. Seul problème, l'opposition à Assad est dominée par le Front Al-Nosra, la branche syrienne d'Al-Qaïda, grâce aux mêmes grandes puissances ! Et très présents à la conférence de Paris, la Turquie et l'Arabie saoudite continuent leur double jeu, poussés par leur ambition de puissances régionales et unis par leur rivalité avec l'Iran qui n'était pas invité. Là encore les ambiguïtés

des grandes puissances jouent les uns contre les autres en accentuant les tensions entre ceux sur lesquels est censée s'appuyer leur politique. Les Kurdes, les seuls qui se soient réellement mobilisés contre Daech, n'étaient bien sûr pas de la partie... Barack Obama ne peut avoir d'autre stratégie que de jouer des ambitions des puissances de la région, se résignant à la progression de Daech tout en continuant les frappes aériennes... et les grandes déclarations contre le terrorisme comme celle qu'il a faite au G7. Toute la région est engagée dans une guerre à long terme dont les populations continueront d'être les premières et principales victimes. « La situation humanitaire en Irak est proche de la catastrophe ! », selon l'Unicef. Huit millions d'Irakiens ont besoin d'une aide humanitaire d'urgence, en particulier les trois millions qui ont dû fuir depuis le début de l'offensive de Daech. Mais pour les grandes puissances, l'essentiel est que le pétrole continue de couler...
Yvan Lemaître

Certes, les missions de service public inscrites dans la loi ne sont pas remises en cause sur le papier, mais dans la réalité, c'est loin d'être aussi évident. Ainsi, s'il reste 17 000 points de contact, seuls 9 800 d'entre eux sont encore des bureaux de poste. Les autres bureaux ont été fermés au profit d'agences postales communales ou de relais commerçants, où le service public se résume au service minimum. Et, ce n'est pas fini, nombre de bureaux conservés subissent des réductions d'horaires d'ouverture... dans l'attente du constat selon lequel le manque de fréquentation justifie sa transformation! Le modèle des nouveaux bureaux de poste est l'agence bancaire où les pauvres n'ont plus vraiment leur place. Au mieux, des automates sont à leur disposition. Pour le courrier également, si les obligations de service public sont toujours inscrites dans le cahier des charges, leur exécution est pour le moins aléatoire. Le courrier est distribué toujours plus tard alors que la levée des envois est toujours plus précoce. Très souvent, les dirigeants de La Poste affirment leur fierté de conserver une distribution 6 jours sur 7. Bien beau sur le papier, mais la réalité est tout autre...

Des bureaux transformés... ou supprimés?

Les plus de 80 000 suppressions d'emplois en 10 ans ne permettent plus d'assurer une distribution normale sur tout le territoire. Face à cette situation et pour amuser la galerie, les patrons de l'entreprise comme les représentants de l'État vendent l'idée que la baisse du

À LA POSTE Liquidation ou mobilisation?

Il n'y a pas à dire, le service public postal paie un lourd tribut à la gestion socialiste. Ce qui pourrait apparaître anecdotique illustre parfaitement la situation : le « contrat de service public » (le document définissant les obligations de La Poste dans la matière et les compensations versées par l'État) rebaptisée « contrat de service » par la clique à Sarko est maintenant dénommée « contrat d'entreprise »... Haro sur le service public et vive l'entreprise!



trafic courrier est telle qu'il est nécessaire de confier aux facteurs de nouvelles activités. Cela permet surtout de faire de beaux papiers dans la presse régionale, mais tout cela reste très marginal.

D'ailleurs, il faudrait s'entendre sur ce qui est appelé « nouveaux services » : la plupart d'entre eux sont des services qu'autrefois les facteurs rendaient gratuitement, aujourd'hui ils sont payants! Très

clairement, la seule stratégie du gouvernement, propriétaire de La Poste, est de développer les activités rentables au détriment de celles relevant du service public. Sans retrouver la vigueur des années 90 et 2000, les mobilisations d'usagerEs et d'élusEs renaissent. Ces mobilisations viennent tout de même à point nommé car, dans le temps, La Poste veut accélérer les transformations de bureaux tout en vantant les maisons de service au public. Un grand écart qui risque de lui pêter au visage! En tout état de cause, il est urgent de reconstruire des comités de défense des services publics contre la disparition des prestations et des établissements, pour imposer des services utiles aux populations. Cette exigence est d'autant plus nécessaire que dans bon nombre de communes rurales mais aussi dans des quartiers populaires, La Poste est le dernier établissement présent. Mais pour combien de temps si nous ne faisons rien?

Bruno Quignard

EAU secours!

L'eau, sa distribution et son traitement (eaux usées), ne seraient pas le service public par excellence? D'un usage vital et universel, le bien le plus précieux de l'humanité n'en demeure pas moins une marchandise...

À l'inverse d'autres services publics, la distribution de l'eau n'a jamais été réellement un service public d'État. Pour certaines villes, ce service a toujours été délégué au privé comme à Lyon, où est née la Lyonnaise des eaux. C'est d'ailleurs ainsi que le modèle de délégation de service public est né. Le système français est particulièrement intéressant à observer si l'on sait que les trois premières entreprises distributrices d'eau au niveau mondial sont françaises : Veolia, Ondéo et la Saur (Bouygues).

The French Connection

Au 19^e siècle, l'État français a encouragé l'investissement privé afin d'équiper les grandes villes, principalement pour amener l'eau chez les particuliers. Il voulait alors encourager les investissements avec une formule très simple : limiter les risques financiers et les déficits des entrepreneurs en incitant les collectivités à financer au maximum les investissements privés. Ainsi naquit il y a plus de 160 ans la Générale des eaux, aujourd'hui Veolia, et 130 ans pour la Lyonnaise, aujourd'hui

Ondéo. Les conditions étaient posées pour la marchandisation de l'eau.

En 1950, deux tiers des 36 000 communes françaises géraient leur service d'eau. Aujourd'hui, c'est le cas de seulement 25% d'entre elles. Plusieurs lois et « avantages » ont permis ce basculement, surtout ces vingt dernières années. En 1991, une loi sur l'eau obligeait les municipalités à séparer le budget eau-assainissement du budget général. Depuis, c'est la seule facture des usagerEs qui paie l'ensemble de la chaîne de l'eau, l'idée de service public étant abandonnée. Pour les éluEs, cette loi dresse aussi des barrières : responsabilité personnelle accrue, code des marchés publics auxquels échappent les prestataires privés...

Les enveloppes et « droits d'entrée » étaient l'arme supplémentaire des entreprises. Le droit d'entrée, c'était une somme (de dix à cent millions de francs) versée au budget général de la ville à la signature du contrat avec l'entreprise privée. Cette somme rondelette pouvait s'accompagner de la construction d'un stade ou d'un autre



équipement, sans compter les avantages tarifaires pour les services municipaux, les éluEs et les entreprises.

La lutte paie

Malgré le fait que ce système ait malheureusement fait école dans le monde entier, en France ces vingt dernières années, des batailles ont lieu au moment où les contrats sont renégociés. Les distributeurs menacent régulièrement éluEs et population de coûts pharaoniques en cas de remunicipalisation, malgré cela, de grandes villes comme Grenoble (après les scandales des années 90) et Paris (en 2008) ont franchi le cap et ont passé leur service public de distribution de l'eau en régie. Des villes comme Cherbourg, Le

Palais, Viry-Châtillon en ont fait de même.

Et quand les combats menés n'atteignent pas leur but premier, la remunicipalisation, les usagerEs parviennent malgré tout à faire baisser le prix de l'eau comme à Lyon. Sachant que le taux de marge de Veolia en région parisienne frôle les 60%, c'est à un bien maigre sacrifice que consentent les marchands d'eau. Au contraire des luttes défensives que nous pouvons voir dans les secteurs de l'énergie, de La Poste ou de la santé, l'eau connaît des luttes de reconquête, où la question d'un autre service public, plus démocratique, est développée. Ainsi de tels combats sont menés aujourd'hui même à Auxil-Château (62) ou à Carhaix (29). **Thibault Blondin**

DE GUÉRET

Reconquérir, transformer et étendre les services publics

De Guéret 2005 à Guéret 2015, dix années de luttes se sont déroulées. De nombreuses associations, équipes syndicales, militantEs ont mené la défense des services publics attaqués par le nouvel ordre...

Ces dix années ont vu de nombreuses défaites face à l'avancée du rouleau compresseur de la marchandisation impulsé par l'Union européenne. Ses dirigeants bourgeois, ses gouvernements de droite et de gauche, avec les instruments qu'ils se sont donnés – Commission de Bruxelles, Banque centrale européenne, FMI, la sinistre troïka – mettent en œuvre une politique visant à en finir avec les acquis sociaux et à faciliter la libéralisation totale de tous les services. L'actuel bras de fer avec le peuple grec démontre que la classe dominante ne tolère aucune remise en cause de ses objectifs. Pourtant, face à ces attaques, les mobilisations unitaires des populations ont su créer des brèches et imposer des reculs – le plus souvent partiels et temporaires. À l'opposé de combats d'arrière-garde, les luttes pour les services publics représentent un enjeu de société, la défense d'un projet fondé sur la solidarité et la satisfaction des besoins sociaux contre une société basée sur le profit, la satisfaction des intérêts des propriétaires des moyens de production et d'échange et des actionnaires. On comprend ainsi l'apreté de cette bataille.

Attaques contre les espaces « non marchands »

Si à la Libération, appliquant le programme du Conseil national de la Résistance, le recours aux nationalisations a permis l'extension des services publics, ces choix visaient essentiellement à répondre à la montée des revendications et à la crainte d'une poussée révolutionnaire. Cela a permis aux gouvernements de l'après-guerre de mener des politiques économiques favorisant des investissements à long terme, autorisant la bourgeoisie à se concentrer sur la production de marchandises et le développement de ses profits dans le cadre des « trente glorieuses ». Mais cela traduisait un rapport de forces qui fit des services publics des conquêtes sociales, une sorte d'empêchement « socialiste » dans le système capitaliste...

Le retournement du milieu des années 70 a sonné le glas de ces espaces « non marchands ». Avec la mondialisation et la financiarisation de l'économie, les politiques mises en place par les bourgeoisies ont progressivement cherché à étendre la sphère de la marchandise



sur l'ensemble des secteurs des services afin de s'approprier les formidables richesses qui leur échappaient encore. Avec l'objectif de libéraliser tous les services dans tous les secteurs de l'économie, les gouvernements et leurs institutions internationales ont mis en place tous les outils pour en faciliter la captation : de l'acte unique au début des années 80 aux traités de Maastricht et de Lisbonne, en passant par la directive Bolkestein et la Constitution européenne et son marché « libre et non faussé », de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) à la négociation en cours du Tafta...

Une offensive du privé aux conséquences néfastes

Un rapide état des lieux montre les dégâts provoqués par l'offensive que constituent la libéralisation au niveau européen, la poursuite des politiques de privatisation décidées au niveau national comme les télécommunications, l'énergie et la poste ou l'ouverture progressive à la concurrence comme celle des trains de voyageurs prévue pour 2019, auxquels s'ajoute la détérioration du service rendu par une gestion selon les critères des firmes multinationales. Générant dysfonctionnements, suppressions de postes et licenciements, servant de prétexte à de nouvelles casses, fermetures de bureaux, de lignes, d'hôpitaux, éloignant de plus en plus les usagerEs des services auxquels ils auraient le droit de prétendre dans les campagnes mais aussi dans les villes et banlieues, cette politique est aggravée par les lois de décentralisation, par la réforme

À GUÉRET...



ics

nt écoulées, menées par de politiques et usagerEs pour re capitaliste ultralibéral.



territoriale qui réduit les moyens des collectivités locales, cela avec des conséquences dramatiques sur les services et financements sociaux, sur la culture.

Le recours à la concurrence emène dégradation et hausse des prix pour le plus grand bien du secteur privé. Si la remunicipalisation de la distribution de l'eau dans certaines villes représente une remise en cause partielle de l'accaparement des biens communs par les multinationales, une sorte de contre-exemple, les attaques contre l'école notamment avec la réforme des collèges, l'université et la recherche et les concessions faites au privé confirment que l'ensemble des espaces publics à potentiel lucratif. Même les finances publiques, pourtant outil essentiel des politiques fiscales de l'État, sont attaquées.

L'appropriation sociale pour répondre aux besoins

Pour autant, la mobilisation pour la défense des services publics ne peut faire l'économie d'une critique sur son fonctionnement passé et présent. L'amélioration dans le cadre du fonctionnement antérieur et du système qui voit les usagers en utilisateurs passifs ne permet pas de sortir de la crise de confiance qui permet aux représentants des classes dominantes de décrédibiliser l'outil.

Contre les menaces de libéralisation et de privatisation, contre la rentabilisation qui fait prioriser l'augmentation des marges commerciales au détriment des conditions de travail des salariéEs et du service rendu

(en particulier aux plus pauvres), qui génère de l'inefficacité voire une incurie dangereuse entraînant par exemple des accidents de train, des pannes géantes d'électricité, la réduction des capacités d'intervention, la défense des services publics doit s'accompagner d'une critique en règle de la logique de rentabilité et de profit de la société capitaliste, ainsi que de propositions de transformation du rapport avec les usagerEs.

Face à la société de la concurrence généralisée, la construction d'une société solidaire passe par la réappropriation publique des secteurs privatisés. À la production de biens et de services en fonction du profit doit se substituer l'appropriation sociale pour produire, selon les nécessités du plus grand nombre, des biens et des services sociaux correspondant aux besoins fondamentaux définis par la population elle-même, cela dans une logique de répartition collective du bien commun.

Relancer la mobilisation passe par Guéret

De ce point de vue, les services publics peuvent devenir les instruments pour la réalisation effective des droits sociaux, avec pour mission de faire prévaloir l'intérêt général. Fonctionnant sur la base du principe d'égalité, d'accès et de traitement, de péréquation tarifaire, de gratuité pour les transports, l'école et la santé par exemple, cherchant la proximité avec les usagers, ils doivent aussi savoir s'adapter aux exigences d'un intérêt général évolutif : par exemple en développant des services publics du 4^e âge, du logement, bancaire ou de la transition écologique. En bref, répondre à la demande sociale avec embauches massives permettant de résorber le chômage.

Relancer la mobilisation pour la reconquête, la transformation et l'extension des services publics, c'est d'abord assurer la réussite des journées de Guéret les 13 et 14 juin. C'est aussi contribuer au processus des Assises du service public du 21^e siècle qui, jusqu'en juin 2016, doivent être l'occasion de reconstruire un projet collectif émancipateur de transformation sociale et écologique autour de la question des services publics et plus généralement du bien commun. Et c'est aussi développer une véritable solidarité internationale pour une Europe des services publics qui remette en cause l'Europe capitaliste et trace la voie d'une société débarrassée de la misère, de l'oppression et de l'exploitation.

Côme Pierron

TRANSPORTS PUBLICS URBAIN

Le combat pour la gratuité

Les transports publics urbains sont un enjeu économique, social et environnemental de premier plan. Les 287 réseaux de province utilisés par 27 millions d'usagerEs emploient 1 million de personnes, représentent près de 9 milliards d'euros de dépenses en 2012. Le Syndicat des transports d'Île-de-France a un budget comparable.

Les entreprises privées n'ont pas laissé passer cette manne, qu'ils ont récupérée à 90%. Hors Île-de-France, Transdev et Kéolis détiennent entre 30 et 40% de parts de marché. Comme le dit le rapport annuel de la Cour des comptes de février 2015 : « Dans ce contexte, les autorités organisatrices ont peu de marge de négociation et les relations entre délégants et délégataires sont souvent déséquilibrées. » Bref, les trusts des transports imposent leurs conditions aux collectivités locales : « le partage des risques tant industriel (sur les charges) que commercial (sur les recettes) apparaît plutôt défavorable aux autorités organisatrices »... Ils imposent aussi des contrats

pour une durée très longue. Ainsi, le rapport cite l'agglomération de Rouen pour laquelle le contrat de concession conclu en 1991 lie la communauté jusqu'en 2025, sans possibilité de nouvelle mise en concurrence, sauf à dénoncer le contrat et à dédommager le titulaire à des montants exorbitants. Une rente de situation, sans vrai contrôle ! Comme le dit le même rapport : « les informations communiquées par les délégataires ne permettent pas toujours à l'autorité délégitime d'exercer un contrôle efficace, qu'elles soient incomplètes, erronées ou non explicitées ».

Social, économique et écologique

Qui paie pour que ces groupes aient une rentabilité assurée ?

La taxe payée par les entreprises et les impôts locaux versent chacun 40%, les usagerEs par le paiement des billets assurent quant à eux les 20% restants (d'après un rapport du Sénat de 2012).

L'opacité des comptes ne permet pas de connaître les bénéfices réalisés par ces entreprises, et de savoir quel serait le montant à payer pour mettre en place la gratuité complète des transports en commun dans toutes les villes. Pour refuser celle-ci, la Cour des comptes explique que la gratuité « ne répond d'ailleurs pas à la notion de service public à caractère industriel et commercial qui implique une participation de l'usager ». Les experts voient bien que la

gratuité est un objectif accessible, 22 collectivités locales l'ayant déjà mise en place. Ailleurs des collectifs agissent pour la promouvoir. La gratuité change la vie des habitantEs en permettant la libre circulation, améliore le pouvoir d'achat, réduit les discriminations en permettant aux quartiers périphériques de sortir de leur isolement, et réduit la pollution. Face à ces avancées, ces prétendus experts préfèrent donc sauvegarder les profits des entreprises qui gèrent les transports... en décrétant tout simplement que c'est nécessaire ! Pour nous, la gratuité des transports assurés par le service public, c'est une liberté fondamentale.

Patrick Le Moal

AUX FINANCES PUBLIQUES

La casse et le démantèlement!

Souvent mal connue, l'administration des finances publiques est chargée de la gestion de l'argent public. Ses agents, fonctionnaires d'État, assurent le contrôle public économique. Ces dernières années, la Direction générale des finances publiques (DGFiP) a elle aussi subi les politiques d'austérité : RGPP, MAP...

Depuis 2013, la DGFiP s'est engagée dans « la démarche stratégique » : une orientation pour les années 2013-2018 qui remet en cause les garanties et les missions des agents, mais aussi la qualité de service public offerte aux contribuables.

Sous le régime de l'austérité

Depuis 2002, ce sont 18,5% d'emplois en moins, soit l'équivalent de 30 000 emplois temps plein qui ont été supprimés. Cette réduction du personnel a un fort impact sur l'efficacité des missions des agents : moins de temps pour traiter les dossiers à forts enjeux, surcharge de travail, polyvalence, sans réelle formation, cela dans le contexte de fusion des administrations du Trésor public et des impôts...

Le nombre de cas de souffrance au travail explose : il a progressé de 57% entre 2008 et 2014. Dans un contexte où il faut remplir des objectifs annuels, être efficaces, les salariéEs sont mis quotidiennement sous pression et doivent toujours faire plus avec moins de personnel dans les bureaux.

Alors que la lutte contre la fraude fiscale devrait être prioritaire (pour rappel, la fraude fiscale est estimée entre 60 et 80 milliards d'euros chaque année, majoritairement le fait des entreprises et des contribuables fortunés), on a seulement contrôlé ces derniers temps quelque 50 000 entreprises par an... sur un total de 4,8 millions d'entreprises soumises à la TVA, c'est moins de 1%!

L'existence d'objectifs précis mesurés à l'aide d'indicateurs cantonne le contrôle à certains types de résultats et ne permet pas d'explorer d'autres

pistes, car il faut d'abord répondre à ces indicateurs de performance. Les agents concentrent leurs efforts pour atteindre l'objectif fixé et passent à côté d'autres dossiers.

Un service de moins en moins public...

30 000 emplois en moins, c'est aussi moins d'agents pour répondre aux questions des contribuables, plus de temps d'attente au guichet et donc une qualité de service public qui se détériore au fil des ans et des réformes.

On assiste à la fermeture de nombreuses trésoreries, suite logique d'un démantèlement planifié. En effet, depuis 2009, plus de 390 trésoreries de proximité ont fermé, obligeant des milliers de contribuables à faire des kilomètres en plus lorsqu'ils ont besoin d'un conseil, d'un renseignement ou qu'ils ne possèdent pas internet. Car si la dématérialisation est vantée par le gouvernement comme LA modernisation de la DGFiP, la réalité sur le terrain est bien plus complexe : les populations maîtrisant moins bien

la langue française ou en difficultés financières, ont besoin d'un accueil personnalisé. S'engager sur le « tout dématérialisé », c'est réduire l'accès au service public à une partie des contribuables.

Les suppressions d'emplois, la généralisation de la dématérialisation, les fermetures et fusions de trésoreries fragilisent le service public et l'éloignent des usagers, en particulier dans les zones rurales. C'est bien l'égalité d'accès au service public qui est remise en cause.

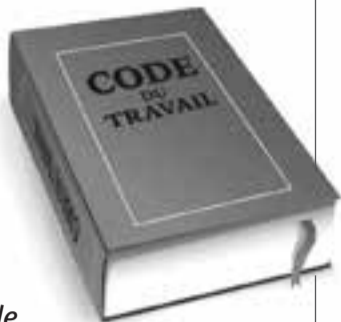
Linda Sehili



DROIT DU TRAVAIL

Jusqu'ou
iront-ils?

Censées encourager les patrons des TPE-PME pour qu'ils embauchent, les dernières annonces de Manuel Valls constituent une nouvelle vague d'attaques contre les droits des salariéEs, contre le code du travail.



La première mesure concerne les indemnités accordées par les prud'hommes en cas de licenciement abusif. Comme le nom l'indique, il ne s'agit pas de licenciements prétendument justifiés par des problèmes économiques mais de licenciements dénués de cause réelle et sérieuse (exception faite des cas de discrimination ou de harcèlement), illégaux en quelque sorte. L'encadrement des indemnités sera fonction de la taille de l'entreprise et de l'ancienneté: maximum de 1/6 de salaire mensuel par mois d'ancienneté pour une entreprise de plus de 20 salariéEs; 1/12 de salaire mensuel par mois d'ancienneté pour les entreprises de moins de 20 salariéEs. Pour les grandes entreprises (plus de 250 ou 300 salariéEs), le gouvernement envisage soit un barème plus élevé soit l'absence de barème. La deuxième mesure consiste à autoriser le renouvellement des contrats d'intérim et à durée déterminée deux fois, contre une seule fois aujourd'hui. Sinistre proposition quand on sait que l'obligation est déjà largement contournée, avec des «renouvellements» trafiqués qui peuvent installer des salariéEs dans l'insécurité pendant des années¹. Dans la foulée, la période d'essai des apprentis est rallongée jusqu'à deux mois de présence effective dans l'entreprise.

Toujours plus pour les patrons...

Les patrons vont bénéficier de nouveaux avantages. Tout d'abord une nouvelle aide de 4 000 euros pour l'embauche d'un salariéE en CDI ou CDD de plus d'un an (!) dans les entreprises n'ayant pas eu de salariéE depuis un an. De plus, les seuils fiscaux et sociaux (10, 20 et 50 salariéEs) sont gelés pendant trois ans. Pour donner le change (ou faire semblant), une mesure pourrait être une contrainte: le renforcement de la lutte contre les fraudes aux travailleurs détachés. Mais par définition, les entreprises sous-traitantes d'où pourraient venir les contestations sont en pratique hors d'atteinte du droit du travail. Et une lourde (?) menace: les avantages liés au CICE pourraient être revus si les entreprises ne jouaient pas le jeu... Une menace qui ne pèse que sur ceux qui seraient assez naïfs pour y croire, d'autant plus que dans la foulée, Macron annonce la possibilité d'accords de compétitivité non plus seulement défensifs (difficultés économiques avérées) mis aussi offensifs (craintes économiques estimées pour l'avenir)... Jusqu'ou iront-ils?

Robert Pelletier

1- En 2012, le conseil de prud'hommes de Saint-Malo condamnait La Poste à verser à une postière de Combourn 47 000 euros d'indemnités pour lui avoir fait cumuler plus de 250 CDD illégaux sur une période de 20 ans...

TRAVAIL DU DIMANCHE

« La notion de
volontariat est un mythe »

Entretien. À l'appel du CLIC-P, l'intersyndicale du commerce parisien, plus de 300 salariéEs du commerce ont manifesté mercredi 3 juin à Odéon alors que se tenait au Sénat la Commission mixte paritaire consacrée à la loi Macron. Les employéEs de la Fnac y étaient présents en force. André Chapuis, militant CGT, revient sur cette mobilisation.

Pourquoi cette participation massive de celles et ceux de la Fnac?

Les salariéEs de la Fnac sont concernés au premier chef par les projets d'ouverture dominicale. La notion de volontariat est un mythe quand on gagne à peine plus que le Smic ou que l'on bosse à temps partiel, sans parler des pressions et du chantage qui s'exercent déjà. Travaillant déjà le samedi également, on imagine très bien le décalage que cela provoquerait avec le reste de la société. Quid de la participation aux activités sportives, culturelles, familiales et politiques? Et pour les gardes d'enfants?

Nous avons alerté nos camarades dès que fut connue la décision des sénateurs de faire passer discrètement un amendement permettant d'ouvrir tous les dimanches sans volontariat ni contrepartie obligatoire. Comme si la loi Macron n'était pas déjà suffisamment «saliaricidant»! Cet amendement a été clairement soufflé par notre PDG Bompard qui se répand dans les médias dont il a fait partie pour asséner des fausses vérités reprises ensuite par des «journalistes» complaisants ou ignorants.

L'exemple répété par Bompard qu'Amazon ferait 25 ou 30% de son chiffre d'affaire le dimanche est inventé de toute pièce pour convaincre des éluEs qui semblent sérieusement méconnaître l'état du marché des biens culturels en France. L'information a été démentie par Amazon qui ne communique pas sur ses données économiques... Le syndicat des libraires s'est aussi prononcé contre l'extension du travail du dimanche pour des raisons économiques. En effet, déjà premier acteur sur le marché du livre et du disque, la Fnac serait un prédateur encore plus dangereux pour ces petites structures, et les effets sur l'emploi dans ces librairies



À Paris le 3 juin le commerce résiste à Macron. DR

serait négativement visible. À se demander si l'objectif visé n'était pas justement de tondre la laine sur le dos de ces librairies plutôt que de limiter l'audience d'Amazon qui est mondiale et surtout anglophone. Nous avons expliqué tout cela à nos collègues, et ils ont réagi en conséquence, malgré la communication interne de la Fnac.

Quelle est l'ampleur de la mobilisation?

La réalité de la mobilisation est visible sur le blog de la CGT Relais¹ et du comité central d'entreprise² concernant l'action du 29 mai, jour de l'AG des actionnaires. Des camarades parisiens ont d'ailleurs tenté de s'y pointer, mais la sécurité était déjà bien en place. En province (les Fnac Relais), partout où le «minimum syndical» avait été fait, ça a bien fonctionné. Mais les organisations syndicales n'étaient pas toutes très motivées, ou n'ont rien fait hormis accepter de poser leur sigle sur un appel à l'action...

La possibilité d'extension du travail du dimanche est-elle la seule raison de cette forte mobilisation?

Il n'y a pas que le travail du dimanche. Nous sortons de deux plans sociaux successifs avec à la clé une intensification du travail. Alors imaginer un jour de plus à effectifs constants, ça peut motiver. Enfin, il ressort de l'analyse faite par nos experts que les économies réalisées en 2014 sur les effectifs et le montant du CICE correspondent au plan de rémunération que se sont octroyé une centaine de dirigeants déjà tout en haut de l'échelle des rémunérations. Autrement dit, on finance par le dégraissage et par le contribuable le confort indécent de ces prédateurs.

Notre PDG adepte du travail du dimanche perçoit lui environ 2 millions d'euros par an hors plan de rémunération et jetons de présence.

Y-a-t-il une mobilisation dans d'autres enseignes «culturelles»?

Sur Paris où était organisé par le Clic-P le rassemblement du 3 juin, il y avait certes beaucoup de «Fnacards» mais aussi des salariéEs d'autres enseignes concernés aussi par le travail du dimanche. Ceci dit, en province, il n'y a pas beaucoup d'implantations syndicales dans les librairies en raison de la taille de



À Tours la FNAC aussi mobilisée. DR

ces établissements, et l'information a du mal à leur parvenir.

Quelles suites?

On veut le retrait du texte! Il y a assez de dérogations au travail du dimanche comme ça, en plus de cette loi Macron qui voudrait pourrir notre vie hors du boulot. Les échéances prochaines seront liées aux étapes de progression du projet de loi pourri. Mais on fait «en commun», et c'est donc un peu plus long et laborieux.

Propos recueillis par Robert Pelletier

1- <http://cgtfnacrelais.over-blog.com>

2- <http://hepik.over-blog.com>

EPSM DE CAEN (14) Le futur plan
de la direction déjà bloqué

Mardi 26 mai, à l'EPSM (Établissement public de santé mentale), une assemblée générale a réuni 150 salariéEs après l'annonce d'un «plan médical» de 65 suppressions de lits en cinq ans. Ceci, dans un contexte de baisse du budget décidée par l'ARS pour 2015, et alors que la direction annonce de nouvelles mesures pour rétablir «l'équilibre budgétaire».

Entre l'ARS et la direction de l'hôpital, l'exercice est bien rodé: les réductions budgétaires créent les soi-disant déficits que la direction est chargée ensuite de «combattre», d'une part en s'attaquant aux acquis des salariéEs et en supprimant des postes, d'autre part en réduisant l'offre de soins et en dégradant les conditions d'accueil pour les patientEs. Cette fois, 110 emplois seraient en jeu.

Recul de la direction?

Avec leurs syndicats CGT et SUD, les salariéEs se sont mobiliséEs pour que ce projet médical soit retiré. Les actions s'enchaînent. Jeudi 28 mai, un piquet de grève s'est remis en place, «lieu de rencontre, de discussions, d'animation de la lutte», comme l'écrivent CGT et SUD dans leur tract. L'après-midi, 100 personnes mobilisées se sont invitéEs à la Commission médicale d'établissement et

ont obtenu la promesse des médecins de s'opposer à tout projet médical qui supprimerait des postes. Du coup, isolée, la direction a renoncé à toute annonce. Cette nouvelle lutte à l'EPSM de Caen intervient au moment où les personnels de l'AP-HP se lèvent contre le plan Hirsch et où les mouvements se multiplient en province. La direction de l'EPSM de Caen a sans doute jugé prudent d'éviter de mettre de

l'huile sur le feu! Mais chacun sait à l'EPSM qu'elle n'a pas renoncé définitivement. La mobilisation montre sa force. C'est vraiment le moment de généraliser et de coordonner les luttes pour en finir avec l'austérité à l'hôpital. Les sections CGT et SUD de l'hôpital appellent d'ailleurs à la journée de mobilisation du 11 juin, un «jeudi noir» en soutien à la lutte à l'AP-HP.

Correspondants

MIGRANTS DE PARIS LA CHAPELLE (18^e)Mensonges et
matraques!

En moins d'une semaine, le quartier de La Chapelle, déjà fortement contrôlé par la police, s'est transformé en véritable «aire de jeux» pour les forces de répression. 19 années après l'évacuation des sans-papiers de l'église Saint-Bernard par un gouvernement de droite, des centaines de migrants fuyant les guerres ou la misère économique subissent l'implacable répression d'un gouvernement... «de gauche».

Beaucoup ont pris la publication des décrets le jour suivant comme une provocation et parmi eux, un certain nombre ont exprimé leur colère vis-à-vis du gouvernement en disant par exemple dans les salles des professeurEs « plus jamais je ne voterai PS ! ». Aussi, lorsque l'intersyndicale n'a pas annoncé de suites rapides dans les jours suivant, la déception et l'incompréhension étaient souvent sensibles dans les rangs des grévistes.

L'intersyndicale s'est un peu faite « avoir » par le SNALC (syndicat autonome classé à droite) car les syndicats « de transformation sociale » offrant une cadre unitaire plus habituel (CGT, FO, SNES-FSU et Sud-Solidaires) ont sursis à l'annonce d'une nouvelle journée de grève face à l'annonce du SNALC de vouloir « boycotter » les épreuves du diplôme national du brevet des collèges. C'était sans doute une erreur. Il aurait mieux valu marginaliser ce syndicat, en se distinguant du même coup de l'opposition de façade de la droite et du FN, et annoncer des suites rapides, pour étendre la mobilisation en donnant rapidement aux luttes des possibilités de reconduction et de coordination, plutôt que de tarder.

Une nouvelle journée de grève, une nécessité

Quoiqu'il en soit, l'intersyndicale est restée unie pour le retrait et l'annonce de la journée du 11 juin a été bien accueillie. De plus, la volonté de « rythmer » la mobilisation avec une journée d'information du public le 4 juin montre une certaine volonté de ne pas lâcher. Cette journée n'a pas eu l'écho voulu et sa semi-réussite est sans doute due à l'absence d'appel à la grève : en effet, comment agir sans se libérer du temps ? La vie des établissements est dense à cette période de l'année (conseils de classe, épreuves d'histoire des arts...), et dans ce cadre, il est difficile pour les personnels de trouver le temps de diffuser des tracts aux parents, sur les marchés, etc. sans être en grève.

Le 11 juin est donc nécessaire et bienvenu. Il permettra à toutes celles et ceux qui se sont exprimés le 19 mai d'en « remettre une couche » et d'élargir la mobilisation à des personnes qui n'avaient pas fait grève précédemment.

La reconduction de la grève et de son extension à certains établissements encore peu mobilisés devra être posée dès que possible au sein d'assemblées générales qui doivent se tenir dans beaucoup de villes. Ce sera sans doute difficile, car beaucoup d'enseignantEs sont à cette période de l'année « sur les rotules », et nous savons touTEs que les mobilisations demandent beaucoup d'énergie. Les congés d'été vont vite arriver et pour la rentrée, l'intersyndicale devra annoncer une grève de rentrée pour le retrait de la réforme. De ce point de vue, il est inquiétant de voir qu'une invitation de la ministre de l'Éducation nationale à une réunion ce mercredi 10 juin a été acceptée par l'intersyndicale, sans savoir ce qui en sortira à l'heure ou nous écrivons ces lignes. Il est à souhaiter que l'unité syndicale ne s'en trouvera pas fissurée...

Camille Sediart

GRÈVE DU 11 JUIN La réforme des collèges, c'est toujours non !

Après la journée de grève et de manifestations réussie du 19 mai, au cours de laquelle les enseignantEs des collèges étaient majoritairement en grève, la volonté d'en découdre était bien visible...



Nouvelle journée de grève, le message reste le même... DR

CONGRÈS DE LA FASTI

Mettre fin à l'Europe forteresse, conforter les luttes de soutien aux immigréEs

Depuis 1967, la fédération des Asti (Association de solidarité avec touTEs les immigréEs) regroupe des associations de tailles et de pratiques très différentes. Une fédération qui s'affirme féministe, anti-impérialiste et anticapitaliste.

L'actualité fait écho aux combats de la Fasti : l'une de ses principales revendications est l'ouverture des frontières et la liberté de circulation et d'installation. La poursuite et le développement de la campagne Frontexit ont été rappelés, et, via le comité de Nantes, un message d'Angela Davis nous appelle à nommer les politiques gouvernementales de « contrôle des migrations » des « crimes contre notre humanité »...

La défense des mineurs isolés, des femmes immigrées, étaient aussi au programme, la lutte contre l'islamophobie ou en faveur des droits des Chibanis également. Les répercussions qu'ont et auront de plus en plus sur les peuples des « Suds » les



atteintes à l'environnement et au climat ont été abordées. Dans ce cadre, la Fasti participera aux mobilisations COP21 en décembre à Paris.

Sur tous les terrains de lutte de l'immigration

Un film a été projeté par l'Asti du Havre autour et avec l'un de ses membres, mineur isolé étranger, film qui retrace le parcours du jeune Africain depuis la Côte d'Ivoire. Des ripostes militantes pour localiser et porter secours aux bateaux de migrantEs en Méditerranée (réseau

d'alerte téléphonique, flottilles civiles de Médecins sans frontières...) ont aussi été présentées. La participation de Jean-Baptiste Eyraud du DAL a permis aux Asti mobilisées pour le logement et l'hébergement d'urgence d'échanger sur l'expérience de luttes du DAL, notamment en terme de campements et de squats.

La cinquantaine de déléguéEs présents pendant les trois jours du congrès a montré son dynamisme sur les différents terrains de lutte de l'immigration. À parité hommes-femmes, la direction a été largement renouvelée. Un congrès qui aura conforté l'avenir de la Fasti, de ses militantEs bénévoles et de ses salariéEs.

Romain Treppoz et Odile Cointet

INAPTITUDE Toyota teste la loi Macron

Alors que la loi Macron va être, dans les prochains jours, votée par l'Assemblée nationale, certains employeurs anticipent déjà sa mise en œuvre en matière de pression sur les accidentéEs du travail.

Ainsi la CGT de Toyota se prépare à attaquer en justice la direction à partir de documents et de témoignages de salariéEs. Ceux-ci ont subis des « entretiens » suite à arrêt de travail qui constituent une véritable préparation au licenciement de salariéEs déclarés « trop malades » au goût de la direction.

Certes la volonté des employeurs de camoufler et contester les accidents du travail n'est pas nouvelle : pression de la hiérarchie pour que les accidentéEs ne fassent pas de déclaration, contestation systématique de la liaison avec le travail, tentative de faire reprendre le travail sur des postes prétendument aménagés, entretien stigmatisant au moment de reprendre le travail... Tout est fait pour à la fois minorer les accidents du travail et faire porter leur coût sur la Sécurité sociale, cela au bénéfice de la Caisse accidents du travail alimentée, elle, par les cotisations patronales... Le plus sordide reste évidemment la volonté de licencier les salariéEs victimes d'accidents de travail et qui en portent les séquelles.

Certes la loi interdit le licenciement à ce strict motif, mais celui-ci peut devenir possible par bien d'autres méthodes et moyens. L'un des plus efficace est le licenciement pour prétendu refus des salariéEs d'accepter des postes aménagés.



PHOTOHÈQUE ROUGE / FRANK HOULGATTE

Sélection médicale de la main-d'œuvre...

Cette disposition est encore trop contraignante pour le patronat. La loi Macron prévoit de supprimer la possibilité d'être déclaré inapte avec réserves, et le médecin du travail sera donc placé devant le choix de déclarer le travailleur apte ou inapte au travail. La notion de transformation de poste ou de changement de poste n'existerait plus. La mission légale du médecin du travail, « éviter l'altération de la santé du travailleur du fait du travail », est ainsi bafouée, plaçant le médecin du travail du côté de la sélection médicale de la main-d'œuvre, et non de l'adaptation du travail à l'homme. Dans le projet de suppression de la médecine du travail, les solutions envisagées sont multiples : moins de visites régulières, moins de visites faites par les médecins (on ferait appel à « d'autres professionnels »...), des avis d'aptitude faits par des « collaborateurs médecins »...

Licencier plus et plus vite pour inaptitude, telle est la prétendue sécurisation recherchée par le projet de loi.

Robert Pelletier

Multiculturel et populaire, encore préservé de la « gentrification », le quartier de La Chapelle, à quelques centaines de mètres des gares de l'Est et du Nord, a depuis toujours été le point de passage obligé des migrants. Il est la vitrine même des contradictions qui agitent ce monde. Les gouvernants voudraient rendre invisibles ces damnés de la terre, souvent venus d'Afrique, en quête d'un droit d'asile ou juste en transit pour un autre pays européen. Raflés une première fois sous le métro aérien où ils avaient établi un campement de fortune, puis dispersés pour mieux les isoler, les migrants se sont dès le lendemain regroupés dans un square du quartier, dont ils furent à nouveau délogés. Depuis le vendredi 5 juin, accompagnés par des soutiens et des associations du quartier, ils ont

fait de la Halle Pajol leur nouveau point de ralliement.

L'escalade dans la violence

Lundi 9 juin après midi, alors qu'aucune raison ne le justifiait, gendarmes mobiles, CRS et flics de la BAC investissaient le quartier, déployant une logistique totalement disproportionnée. Sous les huées des riverains, les flics survoltés entouraient migrants et soutiens, puis se livraient à une généreuse distribution de coups de matraque et de jets de lacrymogènes, n'épargnant pas les quelques éluEs présents affublés de leur écharpe tricolore.

Tabassés et traînés dans les cars, les migrants étaient péniblement acheminés vers le commissariat de la rue de l'Évangile devant lequel plus d'une centaine de personnes se sont rapidement regroupées pour exiger leur libération.



Lundi la police encerclait les migrants avant de les évacuer... DR

Un bilan lourd, mais une mobilisation intacte

82 migrants ont été interpellés au cours de cette opération, dont une quarantaine ont été placés dans les centres de rétention de Vincennes et du Mesnil-Amélot. 15 personnes, victimes des

violences policières, ont été blessées suffisamment sérieusement pour être prises en charge et amenées à l'hôpital. L'objectif de cette agression policière était de terroriser migrants et soutiens, mais elle a échoué. Le soir même, les migrants qui avaient échappé aux arrestations ou qui venaient tout juste d'être libérés, se réunissaient à nouveau, entourés des soutiens et de riverains de plus en plus actifs. Une nouvelle fois, l'intervention de la police empêchait la distribution des repas, et des solutions collectives d'hébergement étaient trouvées pour la nuit.

Front uni contre la répression

L'ensemble des organisations de gauche et des associations de l'arrondissement se sont réunies pour organiser mardi 9 juin un rassemblement parisien de solidarité avec les migrants. Nous

défendons les revendications essentielles des migrants : arrêt du harcèlement policier, libération des personnes arrêtées, mise à disposition d'un local collectif d'habitation et d'organisation permettant aux migrants de se reposer et d'entreprendre les démarches nécessaires au règlement de leur situation. Ces revendications doivent être satisfaites au plus vite et ne sauraient attendre le résultat des hypothétiques vœux déposés en mairie par les élus du Front de gauche ou de ÉELV. Elles ne sauraient plus entrer dans les divisions que voudrait instaurer le pouvoir, en créant des différences de traitement entre demandeurs de droit d'asile, déboutés du droit d'asile, ou migrants en transit. Comme l'affirment depuis des années les sans-papiers : « le cas par cas, on n'en veut pas, régularisation de tous les sans-papiers ! »

Alain Pajolat

7^e université d'été du NPA
du DIMANCHE 23 AOÛT
au MERCREDI 26 AOÛT



Dans le village vacances de Rives des Corbières à Port-Leucate, près de Perpignan

Accueil à partir du samedi 22 après-midi, départ le jeudi 27 après le petit déjeuner

Pour plus de précisions, rubrique sur le site du NPA: npa2009.org ou écrivez-nous: universite.ete@npa2009.org



Comme lui, ne ratez pas un numéro de **L'Anticapitaliste**
ABONNEZ-VOUS!



Les bonnes habitudes ça se prend très tôt... DR

Profitez de notre promotion d'essai: 10 euros pour trois mois d'abonnement à l'hebdomadaire ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

Formulaire d'abonnement en page 12

Bagneux (92) «Oui, c'est possible!» Le 28 mai, le comité NPA de Bagneux organisait une réunion publique sur la situation politique en Grèce et dans l'État espagnol. Interrogations, propositions, controverses et réponses argumentées de la part de chacunE a permis d'avoir une réunion animée et vivante, après les interventions très pertinentes de Léon Crémieux et de Henri Wilno, respectivement membres des commissions internationale et économique. La présence d'un camarade catalan et les nombreuses interventions participèrent au riche débat sur les situations concrètes. Le lien avec la situation que nous vivons ici s'est rapidement établi. Et ce fut la fête à la dette, l'UE, à la troïka et aux gouvernants... Les difficultés économiques, sociales, politiques, les oppositions des bourgeoisies sont bien réelles, mais Syriza, Podemos, les syndicats et autres organisations, n'ont pas été exemptés de critiques, sans remettre en cause le soutien indispensable à apporter aux mouvements et organisations qui mènent les luttes.



DR

Au-delà des importants résultats électoraux en Grèce et dans l'État espagnol, les centaines d'assemblées de quartier, les marches, les grèves générales, les manifestations, sont les déterminants de la transformation radicale nécessaire: politique, sociale et économique, là-bas et ici. Pour une autre démocratie, les différentes formes d'auto-organisation à l'œuvre là-bas sont pleines d'enseignements pour nos combats ici.

La discussion s'est poursuivie autour de quelques victuailles... Une réunion qui, à la demande des participantEs, en appelle d'autres.

Avignon (84) Belle réussite de la réunion contre l'austérité en Europe! Plus de 150 personnes se sont retrouvées samedi 30 mai dans une salle comble pour la réunion publique sur les alternatives à l'austérité organisé par le collectif vaclusien pour le soutien au peuple grec et contre l'austérité.

Marc Brunet, du collectif national «Avec les Grecs» est venu nous parler de la situation en Grèce, l'origine de la dette et les manœuvres des



DR

institutions européennes et du FMI pour contraindre le gouvernement Tsipras à renoncer à son programme et accepter l'austérité. Puis Miguel Seguí, membre-fondateur du cercle Podemos-Paris, est venu nous parler de la situation en Espagne, en revenant sur les luttes de ces dernières années et l'importance du mouvement des Indignés. C'est sur ce terrain que s'est créé Podemos, une organisation issue du mouvement social qui refuse tout compromis avec les austéritaires de droite comme de gauche. La salle fut captivée et enthousiasmée à l'écoute de cet exposé.

Les questions furent nombreuses concernant les conséquences d'un défaut de paiement de la dette par la Grèce, la nécessité ou non de rompre avec l'Union européenne et la zone Euro, les rapports aux partis austéritaires de «gauche», le rapport au pouvoir de Podemos, ainsi que sur la montée des extrêmes droites en Europe.

Après la réussite de cette réunion publique, les activités du collectif (soutenu par le NPA, PG, Ensemble, PCF, PCOF, ND, MOC, ATTAC, Solidaires 84) vont se poursuivre. Une diffusion du film-documentaire La tourmente grecque sera organisée le 12 juin à 20h30 en partenariat avec le cinéma Utopia. Une nouvelle initiative sera également organisée lors de la semaine de solidarité avec le peuple grec qui a lieu du 20 au 27 juin.

Paris 20^e Antiraciste et antifasciste. Lundi 1^{er} juin, une nouvelle projection-débat a été organisée par le Collectif unitaire antiraciste et antifasciste 20^e (Cuafa20), cette fois-ci sur le thème des naufragés de la Méditerranée. Entre 35 et 40 personnes ont assisté à la projection d'un documentaire sur Frontex et les camps de rétention de réfugiés. Le débat qui a suivi a été en partie animé par des camarades de la Fasti qui nous accueillait. Elles nous ont fait part, entre autres, des campagnes de solidarité extrêmement

intéressantes auxquelles la Fasti participe, notamment avec des associations d'autres pays au Nord comme au Sud de la Méditerranée. L'autre point fort de la soirée a été les témoignages en direct de plusieurs camarades africains qui nous ont parlé de leurs longs et très durs voyages pour venir en France, de leurs séjours dans des camps de réfugiés qui pour eux n'étaient que de simples prisons (manque de nourriture, mauvais traitements, voire de la torture). Ils nous ont parlé également de la situation dans leurs pays et de la longue histoire des rapports avec la France, de l'esclavage jusqu'au pillage actuel des richesses. Douze personnes ont laissé leurs coordonnées afin d'être tenues au courant des futures activités du collectif. Au-delà de ses activités propres (projections, réunions publiques, diffusions d'argumentaires contre le FN, tables, etc.), le collectif cherche à se joindre à toutes les manifestations contre le racisme et le fascisme (manifestation pour Clément, commémoration de la mort dans le 20^e de Lamine Dieng dans un fourgon de police, etc.). Il fait également partie de la Conex (coordination nationale contre l'extrême droite) et participera le 13 juin à sa nouvelle réunion nationale. Du boulot en perspective...

Évry (91) Sous le signe des luttes. 21 camarades se sont retrouvés vendredi 5 juin pour une réunion ouverte afin de discuter des luttes en cours et de la situation politique. La discussion a démarré par une introduction sur la mobilisation dans les collèges contre la réforme, la grève du 19 mai et la préparation de la journée du 11 juin en essayant de faire le lien avec les parents d'élèves. Elle s'est poursuivie avec une intervention sur les luttes contre les mesures Hirsch contre les RTT et les 35 heures qui s'inscrivent dans le cadre des attaques de la loi Touraine contre les hôpitaux. Nous avons aussi évoqué les attaques au niveau des communes avec la suppression des crédits alloués à la MJC de Chilly-Mazarin qui ferme en septembre et celle de Savigny.

Le récit des 9 semaines de la grève des camarades d'Appel 24 - 4 d'entre elles étaient présentes - a capté la discussion et l'intérêt. Le courage et la détermination des grévistes mais aussi tous les problèmes politiques que la lutte soulève: dégradation des conditions de travail, petit patron arrogant et sans scrupule, difficulté de rompre l'isolement, passivité et rivalités syndicales... En fait, il s'agit d'un concentré des difficultés auxquelles se heurte d'une façon ou d'une autre les travailleurEs pour reprendre l'offensive. C'était le cœur de la discussion: comment redonner à la classe ouvrière une représentation politique militante en toute indépendance des partis institutionnels, nous réapproprier nos organisations syndicales, construire des liens, avoir une politique pour défendre nos intérêts sur tous les terrains?

Chambéry (73) Solidarité avec le peuple syrien. 50 personnes



DR

ont assisté à la réunion organisée le vendredi 5 juin par le comité NPA de Chambéry avec Ghayath Naysse,

militant de la Gauche révolutionnaire syrienne. Cette réunion a été l'occasion de dénoncer les analyses qui réduisent la guerre actuelle à un affrontement entre le régime d'Assad et les forces ultra-réactionnaires de Daech et Al-Nosra. Une telle conception oublie l'essentiel, c'est-à-dire le peuple syrien, qui depuis 2011 s'est soulevé contre l'atrocité dictature du clan Assad pour construire une nouvelle Syrie sur les valeurs de liberté et d'égalité sociale que portaient les révolutions arabes. Comme dans l'ensemble de la région arabe, le mouvement populaire syrien doit aujourd'hui faire face à l'essor de la contre-révolution qui s'incarne dans la répression menée par le régime comme dans l'apparition depuis 2013 de groupes djihadistes, largement minoritaires en Syrie mais lourdement armés. Si les coordinations de base du mouvement populaire restent vivantes, elles sont toutefois en recul. Alors que les impérialismes régionaux fournissent massivement en argent et en armes le régime et les djihadistes, le mouvement populaire paye aujourd'hui l'absence de tout soutien extérieur.

C'est pourquoi, Ghayath Naysse a conclu sa conférence en expliquant que le mouvement populaire avait besoin de la solidarité internationale et a lancé un appel à la constitution de comités unitaires de soutien à la révolution syrienne. C'est cet appel que les militantEs du NPA de Chambéry veulent désormais s'attacher à faire vivre localement.

Lons-le-Saunier (39) Autour de Podemos. Le vendredi 5 juin, l'assemblée citoyenne de Lons-le-Saunier organisait une rencontre autour de Podemos. Une trentaine de personnes y ont assisté, et



DR

sont reparties satisfaites du débat qui répondait à leur curiosité, à leurs questionnements... Après la présentation du contexte politique espagnol depuis 1978, Miguel Seguí, co-fondateur de Podemos Paris, a décrit la naissance de ce parti. Le manque de démocratie, la corruption institutionnalisée des éluEs à tous les niveaux, l'impasse du bipartisme et bien sûr les effets de la crise ont été moteurs dans la création de Podemos.

Les personnes présentes qui, pour la plupart, avaient participé à la démarche citoyenne lors des dernières élections départementales, étaient venues pour mieux comprendre l'histoire de Podemos mais aussi pour poser des questions concrètes quant à son organisation, son mode de fonctionnement, ses solutions pour rencontrer et discuter avec celles ceux qui, à priori, ne veulent pas faire de politique... et qui finalement aujourd'hui sont nombreux en Espagne à avoir retrouvé le vrai sens de ce mot. Tout n'est pas parfait, tout est nouveau et se construit, avec des craintes, des erreurs, des victoires, donnant un espoir de changement et l'envie de bousculer les habitudes des partis politiques. Même si l'exemple de Podemos n'est pas transposable en France, l'idée de ne plus signer de chèques en blanc aux éluEs fait aussi ici son chemin, tout en exigeant une participation réelle de la population à tous les niveaux de prises de décisions.

Ferme-usine des 1000 vaches

Toutes et tous à Amiens le 17 juin

Suite à leur action contre la ferme-usine des 1000 vaches, des militantEs de la Confédération paysanne vont se retrouver une nouvelle fois le 17 juin devant le tribunal d'Amiens. Ils et elles font appel de la décision scandaleuse prise le 28 octobre, les condamnant à des peines allant jusqu'à 5 mois de prison avec sursis. Ils et elles ont été condamnés, comme d'autres, pour faire taire toute contestation.

En démontant symboliquement des éléments de l'usine des 1000 vaches, ils et elles ont agi pour l'avenir de tous, contre l'industrialisation de l'agriculture, contre la disparition des paysans, la précarité générale, la destruction de l'environnement et la dégradation de notre alimentation. Le seul jugement acceptable est la relaxe pure et simple pour les 9 de la Conf'.



On ne peut qu'être frappés par les différences de traitement: sévérité à l'égard d'une action symbolique et non violente de la Conf'; grande mansuétude envers les destructions et les violences de la FNSEA, que ce soit contre l'hôtel des impôts de Morlaix ou pire encore contre les occupantEs de Sivens où ce sont de véritables milices qui se sont déchaînées... A l'heure où le gouvernement communique à outrance sur sa détermination à agir pour le climat, il faut être nombreux à Amiens au côté de celles et ceux qui défendent le climat, la planète et nos vies, en agissant contre les élevages industriels et les grands projets inutiles et destructeurs de l'agro-industrie. Le NPA apporte tout son soutien aux 9 de la Conf'. Les étables ne sont pas des usines à vaches! Les vaches ne sont pas des puits de méthane!

Commission nationale écologie

Hommage

Vassili Grossman, la liberté dans la guerre

L'auteur anti-stalinien de *Vie et destin* a été le premier journaliste à participer à la libération de Treblinka et à la chute de Berlin.

Huit mai à Paris et 9 mai 2015 à Moscou : 70^e anniversaire de la victoire des peuples contre le monstre nazi. Les récentes rétrospectives européennes nous disent rarement quelle était l'ambiance à Moscou. Un écrivain russe, Vassili Grossman, permet de se replonger dans la plus grande bataille de la Deuxième Guerre mondiale gagnée par le peuple russe (Stalingrad) et de mieux comprendre les années tragiques qui précéderent et suivirent cet épisode sanglant où le peuple crut pouvoir vaincre Hitler et espérer la liberté. La déportation directe des prisonniers de guerre russes de retour d'Allemagne signera la fin de la trêve et le retour du glacieux. Né en 1903 de famille juive, Grossman a tout connu, la fin de la période révolutionnaire puis la contre-révolution stalinienne. Il a gagné son statut d'écrivain en passant à travers les purges. Mais en 1938, il est rattrapé par celles-ci. Sa femme est



arrêtée en pleine «Ejovchtchina» au motif que son précédent mari, Boris Gouber, a été condamné et exécuté en 1937. Grossman intervient alors en prenant le risque énorme d'écrire

personnellement à Nikolai Iejov et parvient à faire libérer sa femme. Il adopte également les deux fils de Gouber pour qu'ils ne soient pas envoyés dans un camp d'orphelins d'«ennemis du peuple». Cette même année, son oncle David Cherentsis est arrêté et fusillé à Berditchev. Durant cette période, impuissant, Grossman est contraint de signer une pétition de soutien aux procès intentés contre les vieux bolcheviks accusés de trahison.

Un auteur lucide

Terrifié par l'avancée des troupes nazies, Staline, qui avait liquidé l'encadrement de l'Armée rouge, fut contraint d'ouvrir en grand les rangs de l'armée et d'accepter la constitution de brigades de volontaires armés souvent constituées de prisonniers politiques. Un vent de liberté souffla alors sur l'URSS, et des discussions plus libres se menaient à Stalingrad sur les positions en contact avec

l'ennemi où les «commissaires politiques» n'osaient guère s'aventurer. Jusqu'en 1946, un régime de relative liberté régna donc à Moscou et Vassili Grossman pu concevoir sa grande œuvre (*Vie et destin*) tirée de son expérience de reporter de guerre en Russie et en Allemagne, tout en publiant des livres «officiels» acceptés par la censure. La grande lucidité de l'auteur lui permet de comprendre les similitudes entre le fonctionnement de la société stalinienne et celui de la société nazie. Il peut ainsi passer du camp de concentration allemand au goulag soviétique, de l'État fasciste à l'État stalinien où «*Le national devient un nouveau fondement de la compréhension du monde*» et le «juif», le «Tatar» ou le «Kalmouk» «l'ennemi éternel». Il peut aussi mettre en scène la confrontation entre un vieux bolchevik et un gradé nazi à Treblinka, imaginer Staline, le piètre stratège, convoquant Trotski pour lui faire admirer «sa» victoire militaire, imaginer la réunion des chefs nazis pour concevoir l'extermination scientifique des juifs après le génocide par balles des «Einsatzgruppen» qui liquidèrent sa mère et les 35 000 juifs de sa ville natale...

Sylvain Chardon

Vie et destin, Le livre de Poche, 2005, 12 euros
Carnets de guerre: de Moscou à Berlin, 1941-1945, Le livre de Poche, 8 euros.

Cinéma



Le labyrinthe du silence de Giulio Ricciarelli

Avec Alexander Fehling, André Szymanski et Friederike Becht. Sortie le mercredi 29 avril

Il est parfois difficile aujourd'hui d'imaginer à quel point fut longue et difficile la mise au jour de ce qui s'était réellement passé dans les camps de la mort nazis. La réalité et l'étendue de ces crimes n'est plus mise en doute que par des négationnistes antisémites. Les États, et en premier lieu l'Allemagne, reconnaissent désormais leur rôle actif ou leur complicité dans ces actes. Enfin, on peut être légitimement irrité par l'instrumentalisation permanente de l'antisémitisme nazi par la droite israélienne pour justifier sa politique criminelle en Palestine. Mais il n'en a pas toujours été ainsi. Après la guerre, une majorité d'Allemands n'avait aucune envie de revenir sur le passé, considérait Auschwitz comme un camp de prisonniers, un peu comme un autre; quant aux gardiens et autres agents de la machine de mort, ils n'auraient fait qu'obéir aux ordres... Les nouvelles autorités ont réintégré massivement dans la fonction publique des Allemands ayant pactisé activement avec le national-socialisme, couvertes en cela par les Américains et leurs alliés alors préoccupés exclusivement par la lutte contre l'URSS. Cette situation ne va changer qu'à partir de 1958. Le film raconte l'histoire d'un procureur (en fait un personnage, synthèse de plusieurs personnes réelles) amené à enquêter sur les crimes nazis. Ce qui ne va pas sans mal : si le procureur général de Hesse (un personnage réel) le soutient, le reste du corps judiciaire y est hostile et la police inerte. Néanmoins, le personnage principal (dont l'image peut irriter) avance progressivement et ébranle la bonne conscience d'un pays où, au début du film, dans la cour de récréation d'un lycée, des enfants chantent «*Nul pays n'est plus beau que le nôtre*» sous l'œil de leur maître, qui s'avérera être un ancien gardien de camp.

Henri Wilno

Essai

Tout peut changer. Capitalisme et changement climatique, Naomi Klein

Actes Sud, 2015, 24 euros

Ne tournons pas autour du pot : Naomi Klein nous donne une contribution majeure à la nécessaire mobilisation populaire autour du sommet climatique mondial en décembre à Paris et ne s'en tient pas là. Son livre, travail de journaliste-militante au long cours (étalé sur cinq ans), ouvrage archi concret et détaillé, constitue aussi une contribution majeure à notre réflexion stratégique. L'altermondialiste canadienne a créé avec son ouvrage-enquête un étonnant événement éditorial de dimension internationale et si cela ne peut être pour nous un argument, ce succès, à l'inverse, ne devrait bloquer personne... Elle expose de manière saisissante comment s'est nouée la situation nouvelle, véritablement explosive dans laquelle nous sommes, et montre la grande bourgeoisie, les grands groupes, dans leur mobilisation permanente pour écarter toute décision contraignante. Le constat est accablant : depuis Kyoto, les émissions de gaz à effet de serre ont augmenté de 60% ! «*Ni les capitalistes ni les forces soumises à leurs projets ne prendront les décisions radicales et urgentes qui s'imposent.*» Ce sera le «*changement de fond en comble*» ou la fuite en avant dans un «*capitalisme de catastrophe*». Socialisme ou barbarie comme diraient d'autres... Et s'«*il faut bien commencer quelque part*», le changement radical ne peut se réaliser qu'à l'«*échelle*

planétaire». L'idée court tout au long du livre tout comme la nécessité impérieuse de «*lier la question de l'urgence climatique et de l'urgence sociale*». Justice et égalité sont placées au centre de tout. D'une lecture facile, vivante, le livre recèle de nombreuses réflexions sur les aspects idéologiques, culturels et institutionnels d'un changement

radical. Beaucoup reste à débattre, à approfondir. Et Naomi Klein est en sympathie profonde avec le mouvement ouvrier traditionnel, avec les progressistes : elle ne se situe pas en surplomb, elle dont le grand-père, militant marxiste, avait organisé la première grève chez Disney.

Fernand Beckrich



Cinéma

Une femme iranienne de Negar Azarbayjani

Avec Ghazal Shakeri, Shayesteh Irani et Homayoun Ershadi. Sortie le mercredi 13 mai

Ce film est un peu une surprise dans ce que l'on croit pouvoir attendre d'un film iranien, d'autant qu'il semble bien être sorti en 2012 sur les écrans du pays. Une femme, Rana, doit subvenir aux besoins de sa famille lorsque son mari se retrouve en prison pour dettes. Elle décide de compléter son salaire en faisant le taxi avec la voiture achetée à crédit. Elle doit le faire en cachette (y compris de son mari) car, dans l'Iran d'aujourd'hui, ce n'est pas un métier convenable pour une femme, surtout quand il s'exerce en partie la nuit. D'autant que Rana appartient à un milieu religieux. Dans des circonstances étonnantes, elle rencontre une étonnante passagère : Adineh. Celle-ci veut fuir sa famille pour



partir se faire opérer en Allemagne et devenir pleinement ce qu'elle se sent être : Edi, un homme.

Le film aborde donc ouvertement la question de la transsexualité. Si Edi veut partir en Allemagne, ce n'est pas parce qu'elle ne pourrait pas se faire opérer en Iran (c'est possible et légal depuis une fatwa de Khomeiny), mais c'est à cause de ce qu'elle endure de la part de sa famille et de son environnement. La confrontation avec Rana, traditionaliste, n'est pas simple au départ. Le film se veut parfois un peu trop pédagogique, d'où des passages un peu longuets. Mais, au total, c'est intéressant et éclairant sur les paradoxes de l'Iran. Un pays où l'homosexualité est honnie et durement réprimée, jusqu'à la peine de mort, au point que certains homosexuels se résolvent à subir une intervention de changement de sexe.

Henri Wilno

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA
librairie
★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris
Tél. : 01 49 28 52 44
Fax : 01 49 28 52 43
www.la-breche.com
contact@la-breche.com

Horaires d'ouverture :
Lundi : 14 h – 20 h,
mardi au samedi : 12 h – 20 h



L'Anticapitaliste Libre expression

AP-HP "Une colère qui monte"

Entretien. Les personnels de l'AP-HP (Assistance publique - hôpitaux de Paris) sont en lutte depuis plusieurs semaines contre le projet de la direction de supprimer un grand nombre de jours de congés, via un changement dans l'organisation des horaires. Le 28 mai dernier, les grévistes de l'hôpital Avicenne (situé entre La Courneuve et Bobigny dans le 93) prenaient la tête de la manifestation vers le ministère de la Santé après moult tergiversations de l'intersyndicale. Nous avons rencontré plusieurs salariéEs de cet hôpital.

Quelles sont les conséquences du plan Hirsch sur vos conditions de travail?

(Sursaut spontané et unanime) C'est d'abord au détriment des malades!

Claudette (aide-soignante en neurologie, syndiquée Sud): Comment prendre en charge convenablement le patient, avec une telle fatigue? C'est le bien être du patient qui est d'abord en cause.

Audrey (infirmière au MIT, le service des maladies infectieuses et non syndiquée): Je ne suis pas syndiquée. Si je me suis investie dans cette grève, c'est parce que notre charge de travail est déjà très importante, on nous demande d'en faire toujours plus. Alors si on enlève en plus des jours de repos, c'est le patient qui aura des problèmes. Les gens ont surtout tendance à comprendre qu'on se bat essentiellement pour nos jours de repos, mais c'est tout autant pour les patients. Les militants qui lisent votre journal doivent expliquer cela autour d'eux.

Vos conditions de travail se sont-elles déjà énormément dégradées ces dernières années?

Akim (infirmier en rhumatisme, délégué Sud): Avec ces nouveaux horaires, des factions journalières plus courtes (en «échange» de moins de jours de repos), on fera en réalité le même travail, dans des temps encore plus compressés. Au-delà de la fatigue, la pression psychologique est de plus en plus lourde. Nous avons plusieurs casquettes: soigner, administrer, transmettre, et nous travaillons de plus en plus à la chaîne... On est dans la «production de soins», il faut que ça tourne! Regardez le temps de «transmission»: actuellement il va de 15 secondes à 1 minute 30 par patient. Et on nous délègue de plus en plus les responsabilités! Ce plan va encore en rajouter.

Zeina (infirmière au MIT, non syndiquée): Il y a déjà depuis des années une intensification de la charge de travail. On doit multiplier les «actes» qui apportent un financement: plus il y a d'entrants et d'actes, plus on obtient des moyens... Les patients sont poussés à sortir au plus vite... et

parfois reviennent car ils ont été mal soignés. Notre grève va au-delà du problème des RTT: je ne veux pas me retrouver dans une organisation où on jette des médicaments aux patients en passant vite fait de porte en porte, comme dans un zoo.

Chloé (infirmière au MIT, déléguée Sud): On n'a pas signé pour ça! On nous dit d'être à l'écoute du patient, comment est-ce possible si on travaille à la chaîne?

Audrey: J'ai choisi de travailler dans le public. Je ne voulais pas être dans le privé car je ne voulais pas soigner pour «faire de l'argent». Maintenant on se privatise de plus en plus.

Zeina: Toutes les aide-soignantes de mon service ont déjà eu des accidents de travail, un dos cassé, un problème à l'épaule, à cause des charges lourdes, du déplacement d'un malade. Ou même se sont faites mordre. Et en plus on nous culpabilise tout le temps quand on doit annoncer une absence pour maladie ou problème grave: «vous mettez l'hôpital en danger, vos collègues en difficulté»...

Quelles actions avez-vous menées à Avicenne?

Claudette: Nous avons descendu des matelas innocups devant notre bâtiment. Nous passons dans les services pour parler à tous nos collègues, les emmener avec nous dans la lutte. Nous avons fait des banderoles, mais elles nous ont été «volées»!

La direction veut cacher la grève?

Carole (élue Sud santé): Oui, et elle multiplie les pressions. Sur les matelas, la DRH est venue nous menacer d'entretiens disciplinaires et a transmis des noms à un huissier. La direction fait pression pour que les personnels enlèvent leurs signes «en lutte». Et la direction de l'AP-HP en portant plainte contre les grévistes de Beaujon, a obtenu du tribunal administratif l'interdiction de se rassembler dans le hall de l'hôpital. Cette répression est une nouveauté.

Chloé: Le «service minimum», c'est déjà notre quotidien. La grève n'y change rien. Elle devrait être le



Lors de la manifestation du 28 mai. PHOTOTHÈQUE ROUGE / JMB

moyen de s'exprimer, sauf qu'on est toutes assignées au service minimum. On doit donc faire les actions sur nos temps de repos. Le projet de Hirsch s'inscrit dans la suite de la loi Bachelot et la loi Touraine que nous combattons aussi.

Claudette: Oui, on est en service minimum tous les jours. Mais alors, si le plan passe, si les titulaires travaillent plus de jours, la direction fera sauter beaucoup de CDD qui sont très nombreux dans les services. Elle prétend embaucher des CDD, mais c'est le contraire qui va se passer.

Carole: C'est l'arnaque à tous les niveaux. Hirsch veut soi-disant «sauver 4 000 emplois», mais la suppression de ces RTT va en faire sauter. Il prétend «résorber l'emploi précaire», mais son plan va permettre de virer des CDD. Il dit maintenir l'effectif «au pied du malade», mais s'il supprime des postes chez les non soignants, les soignants devront alors prendre en charge le boulot nécessaire, l'administratif, les déplacements, les réparations...

Comment voyez-vous la suite du mouvement? Êtes-vous optimistes?

Zeina: Je ne sais pas. Parfois on a l'impression que ça s'essouffle. Mais je ne veux rien lâcher, je veux aller jusqu'au bout.

Marie-Laure (aide-soignante au «centre de tri», syndiquée Sud): Nous voulons avancer et non reculer. Pas question de perdre un seul jour de RTT. Derrière le plan, il y a d'autres réformes, si on met en place ce fonctionnement, sur les jours de carence en cas de maladie, les jours de congé... Les personnels seront encore plus épuisés, ça veut dire que la santé est en danger.

Chloé: Je suis allée à l'AG de l'hôpital Bretonneau, où ça ne bougeait pas beaucoup. Mais j'ai vu des agents motivés, qui poussent les syndicats pour avoir des actions sur l'hôpital. Il y en a qui veulent des actions communes entre hôpitaux, des manifs par exemple. S'il y a essoufflement, c'est aussi qu'on joue à saute-mouton. Si des syndicats sont pétocards, du coup les gens le sont aussi. Mais les agissements de la direction donnent la gnaque, il y a une colère qui monte. C'est au-delà des RTT, on touche à quelque chose de plus profond que nos jours de repos, et donc les gens s'impliquent en profondeur. Il faut qu'ils fassent par eux-mêmes, décident de quelles actions ils veulent. Il est important que les gens aillent voir aussi ce qui se passe ailleurs, s'organisent entre eux d'un hôpital à l'autre.

Zeina: D'ailleurs on a fait une page Facebook: «Collectif AP-HP» avec nos réseaux personnels. Pour qu'il y ait de plus en plus de coordination entre les hôpitaux, pour nous motiver, faire circuler les infos, reprendre des idées...

Le 11 juin, nouvelle grève, nouvelle manif... Il y a des délégations qui vont venir d'hôpitaux de province, des équipes syndicales ont mis des préavis de grève et organisé la montée sur Paris. Le mouvement peut-il devenir national?

Carole: Oui, il faut faire plus large, tous les hôpitaux sont concernés. L'AP-HP est un laboratoire, si les suppressions de RTT passent chez nous, ça passera ailleurs. On pourrait aussi construire un mouvement interpro, avec les territoriaux, les fonctionnaires d'État, qui ne sont pas encore passés par la moulinette de la remise en cause des 35 heures. Le 11 juin, nous marcherons vers l'Élysée contre l'austérité qui frappe tous les salariéEs de ce pays.

Chloé: Je verrais bien aussi une manif un samedi ou un dimanche, à laquelle on appellerait toute la population à descendre dans la rue pour défendre le service public. Tout le monde y tient... sauf le gouvernement qui, veut le vendre!
Propos recueillis par des correspondantEs de la commission santé-sécu-social de la NPA

Vu ailleurs



UN DISSIDENT MARXISTE.

Peu de gens se souviennent encore des ex-dissidents soviétiques et pourtant ils ont marqué leur temps. Léonide Pliouchtch, qui s'est éteint aujourd'hui à Paris à l'âge de 76 ans, est l'un de ceux-là. Ce mathématicien, né dans une famille ukrainienne exilée au Kirghizistan en 1939, devint le symbole de la répression de l'Union soviétique finissante de Léonide Brejnev. Arrêté en 1972, il fut condamné un an plus tard en son absence et sans avocat à être interné en... asile psychiatrique. L'homme était accusé de «menées antisoviétiques» et diffusion de «textes dactylographiés». [...] «Il vit au milieu d'aliénés violents, soumis à des doses massives de médicaments, qui le menacent de mort à tout instant: c'est là une des formes les plus pernicieuses de répression dans le monde moderne, qui conduit des médecins à modifier, par des médicaments, peut-être pour toute sa vie, la personnalité d'un détenu», dénonce à l'époque dans le Nouvel Observateur le mathématicien français de gauche Laurent Schwartz. Les défenseurs de Pliouchtch finissent par avoir gain de cause. L'intellectuel ukrainien est libéré et expulsé en 1976 vers la France, où il resta jusqu'à sa mort. [...]

Dans une interview à la russologue Hélène Blanc accordée en 2010, il devait ainsi raconter son cheminement vers la dissidence: «La première brèche dans cette chape de plomb d'ignorance fut le rapport Khrouchtchev dénonçant les crimes de Staline. En même temps que l'image de ce "dieu", s'effondra aussi celle du Parti. Dès lors, je n'ai eu que mépris à son égard. En revanche, j'ai ressenti le désir aigu du droit à la vérité. [...] L'antisémitisme de l'État et du Parti m'ont fait réfléchir à l'idée nationale. Au début, j'ai été révolté par la déportation massive de certains peuples (Tchéchènes, Tatars de Crimée, etc.). Plus tard, cela m'a ouvert les yeux sur le nationalisme ukrainien. J'ai mis des années à l'assimiler car il était moins évident que le problème tchéchène ou tatar. [...] À l'Institut de Cybermétique, j'ai pris conscience que l'économie étatique courait à la catastrophe. En pratique, la vie dans les usines et les kolkhozes (exploitations agricoles collectives, NDA) le démontrait en permanence. Voilà ce qui motiva ma protestation sociale: la situation des travailleurs et le krach économique.»

«Léonide Pliouchtch, mathématicien et ex-dissident soviétique, est mort», Hélène Despici-Popovic, Libération, jeudi 4 juin

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai: **10€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à: NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	6 mois 28 € / 1 an 56 €	6 mois 20 € / 1 an 40 €	
Mensuel	6 mois 22 € / 1 an 44 €		
Hebdo + Mensuel	6 mois 50 € / 1 an 100 €	6 mois 38 € / 1 an 76 €	
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert	3 mois 10 €	

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail: diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à: NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	14 € par trimestre	Hebdo + Mensuel	10 € par trimestre
Hebdo + Mensuel	25 € par trimestre	Hebdo + Mensuel	19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom: Prénom:
Adresse:
Code postal: Ville:
Mail:

Désignation du compte à débiter
IBAN:
BIC:

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS: FR4322254755

Date: Signature obligatoire

www.npa2009.org